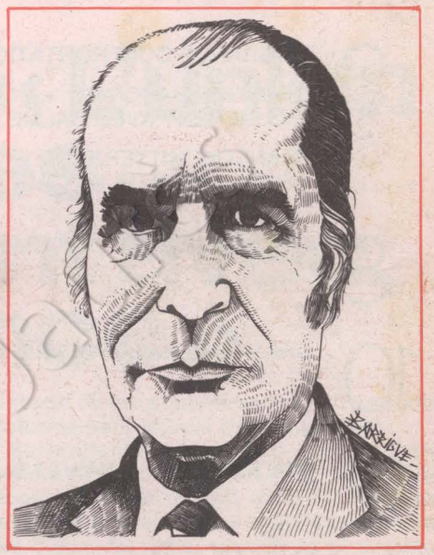
L'unité

N° 177 - 4 F L'hebdomadaire du Parti socialiste 31 octobre 1975

Portugal : Esc. 37,50



SOCIALISTES-COMMUNISTES AU SUD, DU NOUVEAU



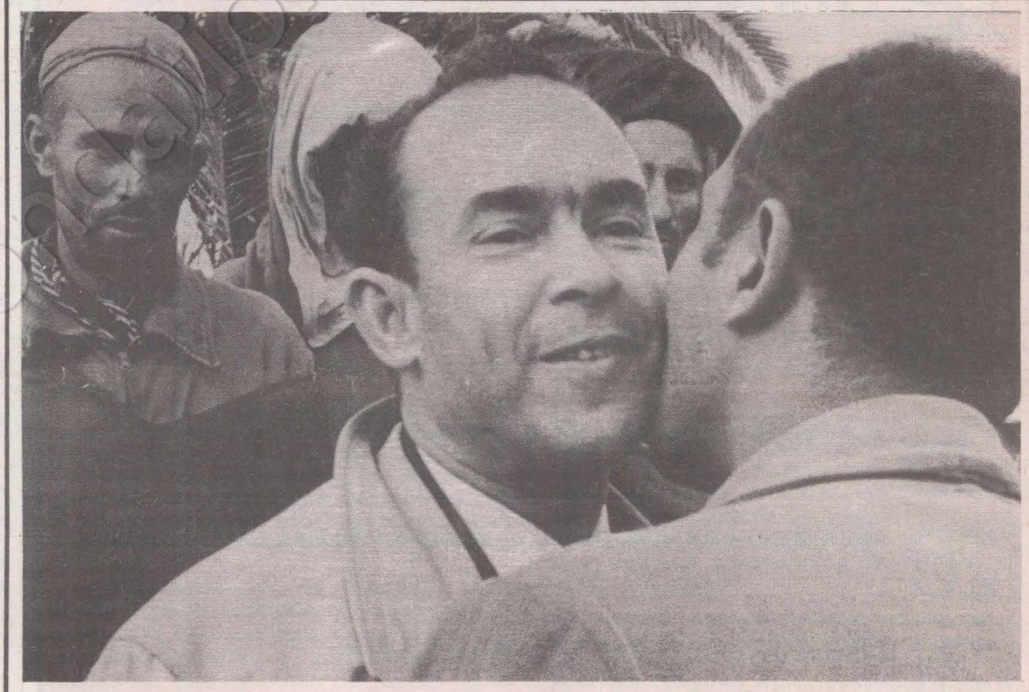
CETTE SEMAINE GEORGES MARCHAIS ET FRANÇOIS MITTERRAND

Nous voici au quatrième chapitre de la grande enquête politique que nous avons entreprise le 10 octobre pour faire le point des rapports entre socialistes et communistes dans les pays de l'Europe du Sud. Après avoir donné successivement la parole aux Espagnols Santiago Carrillo et Felipe Gonzalez, aux Portugais Mario Soares et Alvaro Cunhal, aux Italiens Enrico Berlinguer et Francesco de Martino, nous publions aujourd'hui les interviews de Georges Marchais et de François Mitterrand.

Le fait même qu'après les dirigeants socialistes et communistes des trois autres pays, le secrétaire général du Parti communiste français et le Premier secrétaire du Parti socialiste se rencontrent dans les colonnes de « l'Unité » constitue un événement dont nul ne songera à sous-estimer la portée. Nous n'en concluons évidemment pas que sont soudain levées toutes les difficultés qui existent entre les deux partis. Ce n'est pas ce que nous attendions des réponses de nos deux interlocuteurs pas plus que nous n'avons cherché à dissimuler, avec les précédents entretiens, les différences d'appréciation, parfois très sérieuses, qui existent entre socialistes et communistes espagnols, entre socialistes et communistes portugais, entre socialistes et communistes italiens.

Du moins le contenu des réponses de Georges Marchais et de François Mitterrand, le ton sur lequel elles sont faites et auquel nous attachons beaucoup d'importance, montrent qu'un dialogue serein est possible entre les deux grands partis de la gauche

(suite page 2)



IL Y A DIX ANS... BEN BARKA

Sommaire

3 LA GRANDE CONFRONTATION

GEORGES MARCHAIS : « L'UNION EST UN COMBAT QUE LES COMMUNISTES MENENT AVEC CALME ET PERSEVERANCE »

FRANÇOIS MITTERRAND : « JE SUIS OPTIMISTE : LA CLASSE OUVRIERE VEUT L'UNION DE LA GAUCHE »

8 ENA : UNE ECOLE DE CLASSE, PAR CATHERINE LALUMIERE

10 CHANGER LA VIE SOCIALE ET ECONOMIQUE

12 CANTONALES : L'HABIT NEUF DU PRINCE, PAR JEAN-LOUP REVERIER

13 TRANSPORTS PARISIENS : FAIRE SAUTER LES BOUCHONS, PAR JEAN-LOUP REVERIER

15 IL Y A DIX ANS, BEN BARKA, PAR SERGE RICHARD

18 UN TEXTE INEDIT DE MEHDI BEN BARKA : PERSPECTIVE REVOLUTIONNAIRE

20 ESPAGNE : LE FRANQUISME ORDINAIRE, PAR CLAUDE FUZIER

23 CHANGER LA VIE POLITIQUE

25 POMPES FUNEBRES : HOTEL DU MORT, PAR EMMANUELE PLAS

26 THEATRE : UN NOUVEAU CANAL, LA PENICHE, PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

31 CINEMA ALLEMAND : KASPAR CHEZ LES LOUPS

32 LA FRANCE DE TOUVIER, PAR NICOLAS BRIMO

PHOTOS ET DESSINS
A.f.p. (pages 16, 17, 20, 21), Barrigue (pages 1, 3, 5, 27), Coureuil (pages 9, 12, 15, 25), Dorville (page 25), Lacroux (page 25) - Pascal Lebrun (pages 7, 14, 26, 27), Sipa (pages 1, 19, 20, 21), Viva (pages 4, 17).

→

française. Ce qui fait d'autant plus regretter que cette sérénité soit souvent abandonnée par les dirigeants du P.c.f. au profit d'accusations non fondées et qui semblent viser, apparemment sans succès, à discréditer le Parti socialiste dans l'opinion. Ni François Mitterrand ni le Parti socialiste dans son entier n'entendent esquiver, pour reprendre une expression de Georges Marchais, la discussion sérieuse et loyale. Mais laisser entendre, par exemple, que le Premier secrétaire du P.s. s'apprêterait à faire des offres de services à Valéry Giscard d'Estaing ne nous paraît pas de nature à favoriser une telle discussion. Nous ne suspectons pas le P.c.f. de n'être pas attaché à l'union et de ne pas mener une action résolue contre le pouvoir du grand capital incarné aujourd'hui en France, au premier chef, par Giscard d'Estaing. Nous lui demandons simplement de ne pas constamment suspecter le Parti socialiste de vouloir trahir ses engagements alors que rien ne permet de soutenir une pareille thèse.

Georges Marchais souligne avec raison qu'il y a des différences entre les deux partis. C'est l'évidence et François Mitterrand en rappelle les origines historiques. Mais l'un et l'autre sont d'accord pour souligner l'importance capitale du programme commun dans le développement de rapports nouveaux.

Nous le pensons aussi et c'est précisément pour tenter de mieux préciser dans quel sens peuvent se développer ces rapports nouveaux, non seulement en France, mais dans les trois autres pays voisins où le même type de problème se pose, que nous avons entrepris cette enquête. L'ensemble des réponses que nous avons recueillies permet incontestablement de mieux cerner à la fois les difficultés réelles et les nouvelles possibilités qui s'offrent à la gauche des quatre pays. Nous ferons le bilan complet des unes et des autres en tirant la semaine prochaine les conclusions de notre enquête qui aura attaint son objectif si, comme nous le pensons, elle a permis de faire avancer le débat.

CLAUDE ESTIER

l'unité

Rédaction : 12 Cité Malesherbes
(Paris 9e) - Tél. 878.40.73

Administration : 41 bd de Magenta
(Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Serge Richard
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

REDACTION
Michèle Backmann, Nicolas Brimo, Robert Butheau, Christine Cottin, Georges Frameries, Claude Fuzier, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Francis Pisani, Emmanuèle Plas, Jean-Loup Revérier, Maurice Séveno, Antoine Violet.

DOCUMENTATION
Véronique Neiertz

DESSINS
Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Teich, Lacroux.

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Régie Publicitaire, 2, rue du Cygne, Paris-1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
Spectacles : France-Lafayette, 10, rue Bleue, Paris-9e. Tél. 523.10.35 (Jean-Pierre Lemaire)
Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité
Cadet-Photocomposition — 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76 - Yvetot

Coll. Fondation Jean-Jaurès

SOCIALISTES-COMMUNISTES
AU SUD, DU NOUVEAU

LA GRANDE CONFRONTATION

Georges Marchais : « L'union est un combat que les communistes mènent avec calme et persévérance »

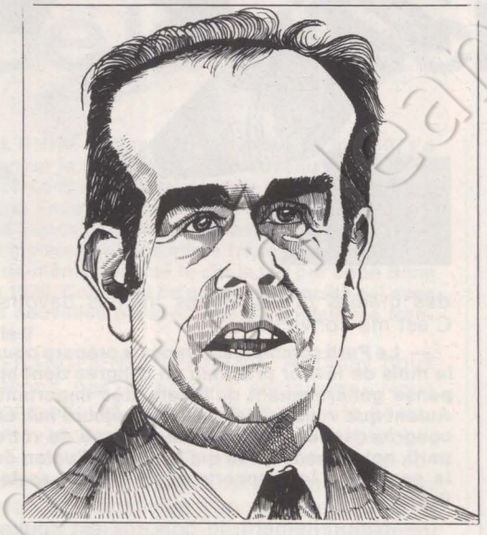
L'UNITE : Des quatre pays sur lesquels porte notre enquête, la France est le seul où socialistes et communistes ont conclu une alliance concrétisée par un programme commun de gouvernement. Est-ce que, selon vous, cela place la gauche française en meilleure position que celle des autres pays considérés pour lutter contre le pouvoir du grand capital ?

GEORGES MARCHAIS : De grandes différences existent entre la France, l'Italie, l'Espagne et le Portugal, dans la réalité économique, les institutions, la disposition des forces sociales et politiques. De ce fait, s'il est vrai que dans les quatre pays l'adversaire qu'il faut faire reculer et battre, c'est le pouvoir du grand capital et l'impérialisme, pour y parvenir, les partis communistes, par exemple, agissent en faveur d'alliances politiques dont le contenu et les formes présentent des différences sensibles.

Il ne s'agit donc pas de dresser une sorte de palmarès.

En France, l'existence d'une entente des partis de gauche autour d'un programme commun de gouvernement crée des conditions favorables pour porter des coups très durs au pouvoir des puissances d'argent, c'est-à-dire au pouvoir de Giscard d'Estaing, pour aller vers un changement politique qui permette d'assurer l'application du programme commun. On ne saurait toutefois perdre de vue le fait que la grande bourgeoisie ne renonce jamais de plein gré à sa domination et à ses privilèges. Menacée par le mouvement populaire, au moment même où elle est conduite à mettre en œuvre une politique archi-réactionnaire destinée à faire supporter aux masses laborieuses les conséquences de la crise, elle a élevé le niveau de son activité politique et idéologique. Cela s'exprime par exemple dans le débordement de la démagogie giscardienne, et aussi, de manière inséparable — car Giscard d'Estaing, Poniatowski et Chirac sont les faces différentes d'une même politique, les instruments variés d'une même entreprise — dans la multiplication dangereuse des atteintes aux libertés.

Le succès de la lutte contre le pouvoir du grand capital implique donc une action résolue contre la politique antipopulaire de celui-ci, contre toutes les atteintes aux libertés, contre la démagogie « libérale » de



Giscard d'Estaing, pour mettre en valeur l'actualité du programme commun et lui gagner de nouveaux soutiens.

C'est à quoi notre Parti consacre toute son activité.

— L'histoire des rapports entre socialistes et communistes français est, depuis 55 ans, une histoire mouvementée avec des périodes de collaboration entre eux, et d'autres qui ont été marquées par des affrontements. Pensez-vous que la signature du programme commun ait ouvert dans ces rapports une phase véritablement nouvelle ?

— Permettez-moi de rappeler tout d'abord que la politique d'union est pour notre parti une politique de principe, car l'union des travailleurs, l'union du peuple de France est une condition du succès de la lutte pour la transformation démocratique et socialiste de la société française. L'entente entre communistes et socialistes doit en constituer la base, le pôle. C'est la raison pour laquelle nous souhaitons parvenir à une coopération solide et durable entre le Parti socialiste et notre parti, non seulement à l'étape actuelle de la lutte, mais aussi demain dans l'édification du socialisme.

C'est dans cet esprit que les communistes ont consacré de longues années d'efforts à l'objectif du programme commun. Ils se sont profondément réjouis de sa signature.

Naturellement, l'accord ne pouvait, comme par enchantement, effacer les différences essentielles qui existent entre les deux partis, le caractère spécifique de chacun d'eux. Au reste, socialistes et communistes y sont, chacun pour leur part, attachés. C'est ainsi que le Parti socialiste a fortement réaffirmé, dans sa Convention tenue en mai, sa fidélité à la pensée et à la politique de Léon Blum. En ce qui les concerne, les communistes pensent que les choix politiques faits par leur parti dans le passé ont été les bons, ils tiennent au caractère ouvrier, révolutionnaire et démocratique de leur parti.

Cela dit, le fait que les deux partis se soient mis d'accord sur un programme d'un contenu social avancé est d'une grande importance pour le développement de rapports nouveaux. Le problème est de traduire cet accord dans la vie par une activité intense et conséquente en faveur des engagements communs, par la clarté des alliances à tous les niveaux. Les nombreuses propositions unitaires faites par notre parti depuis trois ans, y compris celle d'aller ensemble à la bataille des prochaines élections municipales, n'ont pas d'autre but que de favoriser cette évolution. A l'inverse, la droite au pouvoir fait tout pour la compliquer, la bloquer, voire la remettre en cause. Voilà pourquoi notre parti a coutume de dire que l'union est un combat. Les communistes le mènent avec calme et persévérance, dans un grand esprit constructif.

— Depuis un an, les relations entre les deux partis, qui paraissaient excellentes au moment de la campagne présidentielle, ont connu de nouvelles difficultés. A quoi les attribuez-vous et pensez-vous que le débat public ouvert par le P.c.f. dans le but d'élever la qualité de l'union ait eu des résultats favorables ?

— Qu'avions-nous en vue en parlant de la nécessité d'élever la qualité de l'union ? Nous exprimions notre sentiment que, face à l'intensification des efforts du Pouvoir à laquelle j'ai fait allusion il y a quelques instants, face à ses tentatives de division, il fallait que la gauche élève le niveau de sa propre activité, manifeste son union par une

→

Georges Marchais



action plus claire et plus résolue, en fasse une véritable alliance de combat. Or, nous avons été amenés à constater au même moment, de la part du Parti socialiste, une tendance à s'orienter en sens inverse.

Voilà le problème de fond qu'en toute honnêteté nous avons posé devant les travailleurs et le pays. Et nous l'avons fait avec le seul souci de préserver et de faire progresser l'union.

On a dit que ce débat allait faire reculer la gauche. Or, les élections partielles montrent que c'est la droite qui a tendance à reculer. De plus, et c'est important, notre action a contribué à dissiper les illusions que le Pouvoir tentait de semer, a favorisé du même coup les luttes sociales, a fait progresser la conscience de ce qu'il faut faire pour battre le pouvoir et pour assurer la réalisation effective des objectifs du programme commun.

Les premiers résultats sont donc favorables.

— Commentant la progression socialiste au 1er tour de l'élection de Châtellerault, vous avez dit : « On ne peut pas toujours être le premier ». Considérez-vous comme un fait positif que cette progression se soit faite essentiellement au détriment de la majorité et fort peu au détriment du P.c.f. ?

— Vous me donnez l'occasion de mettre vos lecteurs en garde contre les déformations nombreuses que subissent mes propos quand ils sont rapportés à la radio et à la télévision. Rarement, l'information radiotélévisée a été à notre égard aussi malveillante.

Je vous rappelle donc brièvement notre analyse du résultat de Châtellerault.

Nous considérons comme un fait positif le recul de la majorité. Nous constatons que le résultat de notre candidat, bien qu'il marque une légère progression parmi les ouvriers, n'est pas encore satisfaisant. Et, à cet égard, nous regrettons que du côté du Parti socialiste, une fois de plus, la campagne se soit développée sur le thème : arriver avant le communiste, qui est mal placé pour battre la droite. Je le dis sincèrement aux lecteurs de l'« Unité » : cela ne correspond pas aux intérêts de l'union. Ce n'est pas ainsi que nous pourrons « prendre » sur la droite, aller au succès et assurer la réalisation des objectifs communs. Car développer une telle idée rend les reports de voix plus difficiles. Du côté des électeurs socialistes qui, selon un sondage de « France-Soir », ne seraient que 48 % à reporter leurs voix sur un communiste, et du côté des électeurs communistes qui, on vient de le voir à Châtellerault, commencent à hésiter à reporter leurs voix, dans la mesure où les candidats du parti en qui ils ont confiance n'obtiennent pas en leur faveur une loyale et légitime réciprocité.

Le succès ne peut résulter que du progrès des uns et des autres. Il ne peut être fondé que sur une alliance équilibrée, sur une coopération entre partenaires égaux, disposant des mêmes droits et des mêmes devoirs. C'est ma conviction.

— Le Parti communiste français prépare pour le mois de février prochain un congrès dont on pense généralement qu'il sera très important. Autant que vous puissiez le dire aujourd'hui, ce congrès risque-t-il de modifier la ligne de votre parti, notamment en ce qui concerne l'union de la gauche et les rapports avec le Parti socialiste ?

— Naturellement, le congrès est souverain. Je ne crois pas cependant me tromper en disant que bien loin de modifier la ligne du Parti, il la confirmera avec éclat et contribuera à améliorer encore la capacité d'initiative et d'action de notre parti au service de l'union du peuple de France autour des solutions du programme commun, au service de la lutte pour le progrès continu de la démocratie, qui s'épanouira dans une France socialiste.

— Vous avez dit récemment que lorsqu'on aime la liberté, il faut l'aimer aussi bien à Paris et à Lisbonne qu'à Bonn et à Moscou. Que signifie exactement cette phrase et peut-on déduire que le P.c.f. a une conception de la liberté différente de celle du P.c.u.s. ?

— Cette phrase est claire. Elle signifie que nous aimons la liberté partout dans le monde, et que nous nous élevons et nous élèverons contre toutes les atteintes qui lui sont portées dans quelque pays que ce soit.

Nous estimons que l'on fait un mauvais procès, je dis même un procès intolérable à notre Parti, en mettant en doute son attachement à la liberté. Rien dans son Histoire, dans sa politique actuelle, dans sa pratique ne peut justifier un tel procès.

C'est pourquoi, je veux le dire ici pour être sincère jusqu'au bout, les communistes ne comprennent pas que le Parti socialiste prenne trop souvent sa part de ces accusations lancées contre nous par les dirigeants de la droite et, en tout cas, cherche visiblement à en tirer profit pour se renforcer à notre détriment. Notre passé, aussi bien que notre politique et notre pratique, nous donnent la conviction que nous sommes bien placés pour affronter le débat sur ce point, pour nous maintenir à l'avant-garde du combat pour la liberté.

J'ajoute que, concernant notre vision de la démocratie et de la liberté dans une France socialiste, elle est naturellement différente de ce qui se passe dans les pays socialistes existants, tout simplement parce que la France est différente, parce que le monde a changé, parce que nous avons tiré enseignement de l'expérience des pays socialistes, de leurs immenses succès comme de leurs erreurs parfois tragiques.

— Il semble que des difficultés se soient élevées dans la préparation de la Conférence des partis communistes européens. Quelle est exactement la position du Parti communiste français au stade actuel de cette préparation ?

— Vous avez sans doute pu prendre connaissance de notre position en lisant l'intervention de notre représentant Jean Kanapa à la dernière réunion préparatoire, intervention parue récemment dans notre hebdomadaire « France nouvelle ». Je serai donc bref.

Le débat a porté essentiellement sur la question de savoir s'il fallait limiter la Conférence aux problèmes de la lutte pour la détente, la paix, le désarmement, ou bien s'il fallait mettre également l'accent sur la nécessité de la lutte sociale et politique pour les intérêts des travailleurs, pour porter de nouveaux coups à l'impérialisme. Notre parti a défendu ce dernier point de vue. Cela

SOCIALISTES-COMMUNISTES

AU SUD, DU NOUVEAU

n'impliquait aucune définition d'une stratégie politique commune, qui est du ressort exclusif de chaque parti — et nous y tenons — cela conduisait simplement à souligner fortement que la coexistence pacifique n'a rien à voir avec le statu quo social et politique. Car si nous sommes pour la détente, nous entendons poursuivre aussi notre lutte contre le pouvoir du grand capital, pour changer la politique du pays dès que possible. Nous pensons qu'un tel changement favorisera également la détente et la coopération internationales.

Nous tenons beaucoup à cette idée. Et s'il est vrai que nous sommes amenés à tenir compte des positions des autres partis, nous entendons absolument qu'il soit aussi tenu compte de notre préoccupation.

— A propos de l'idée d'une Conférence des huit partis socialistes et communistes d'Espagne, du Portugal, d'Italie et de France, êtes-vous favorable à la réunion d'une telle Conférence et, d'une façon plus générale, comment concevez-vous les possibilités d'action commune entre socialistes et communistes de l'Europe du Sud ?

— Notre parti a rendu publique il y a quelques jours sa réponse à Mario Soarès.

Nous n'avons pas d'objection de principe à une telle réunion. Depuis plusieurs années, notre parti poursuit des démarches en faveur du développement de l'action commune des partis communistes et socialistes. C'est ainsi que depuis 1972 je me suis rendu personnellement à Rome, Bruxelles, Stockholm, Londres, Dortmund, où j'ai eu des contacts avec de nombreux dirigeants socialistes et, bien sûr, communistes.

Cela dit, dans ma lettre à Mario Soarès, je formule deux objections concernant l'ordre du jour. En premier lieu, il me paraît peu réaliste de donner à une rencontre des huit partis, comme on nous le propose, l'objectif de « coordonner les stratégies dans la lutte **pour le socialisme** » au moment où, par exemple, le Parti socialiste portugais collabore avec le P.p.d., parti de droite violemment anticommuniste. En général, je l'ai dit au début, la situation est très différente d'un pays à l'autre. En second lieu, je ne vois pas comment on peut parler « des problèmes de la construction du socialisme en Europe » en l'absence des représentants des autres pays européens.

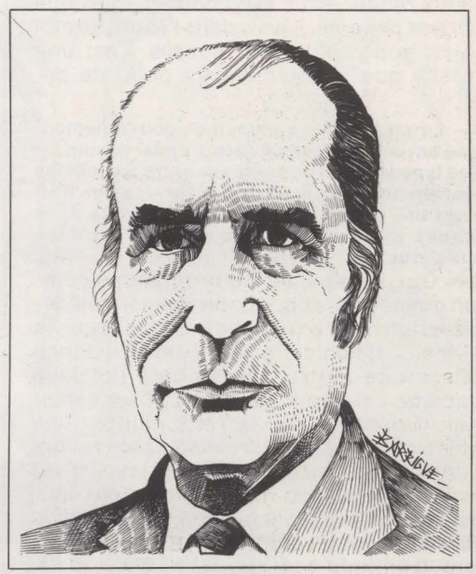
Enfin, je remarque qu'après le Parti communiste portugais, le Parti socialiste italien formule des objections très sérieuses à la tenue de cette réunion. Pour sa part, le Parti communiste italien se prononce pour une préparation soignée.

Nous sommes également de cet avis. Il faut étudier un ordre du jour plus réaliste, qui touche par exemple à la solidarité contre les menées fascistes et réactionnaires, à la lutte pour la défense des intérêts des travailleurs, ou à d'autres sujets. En bref, nous sommes disponibles pour contribuer à un travail sérieux en vue d'une rencontre de ce type, ou de toute autre rencontre positive.

François Mitterrand « Je demeure optimiste: la classe ouvrière veut l'union de la gauche»

L'UNITE : Le congrès d'Epinay en juin 1971 a marqué la naissance d'un nouveau Parti socialiste dont vous êtes devenu le Premier secrétaire. Vous avez cependant dit à plusieurs reprises que ce nouveau parti ne rejetait pas le passé du mouvement socialiste français et vous avez vous-même assumé le choix fait par Léon Blum en 1920. Comment ce passé se concilie-t-il avec les nouvelles perspectives du socialisme français ?

FRANÇOIS MITTERRAND : A Epinay, nous n'avons pas inventé le socialisme. Nous avons adopté une stratégie pour le socialisme, la stratégie de l'union de la gauche, qui présupposait elle-même l'unité des socialistes. Il y a beaucoup d'événements du passé du socialisme français que je rejette. A tort ou à raison, j'ai été personnellement en désaccord avec bien des aspects de la politique de la S.f.i.o. entre 1947 et 1958 et j'ai combattu son ralliement provisoire au gaullisme. Mais quand la S.f.i.o., longtemps et glorieusement identifiée au mouvement ouvrier, s'est divisée après 1920 en deux partis antagonistes, ceux qui ont maintenu avec Léon Blum la « vieille maison » l'ont fait en vertu d'un principe qui reste pour moi fondamental : socialisme et liberté ne font qu'un. L'héritage dont je me réclame est tout entier contenu dans le discours prononcé à Tours par Léon Blum, qui constitue à mon avis une référence majeure. S'il y a aujourd'hui un Parti socialiste, c'est au courage de quelques-uns, à cette époque, qu'on le doit. Cela choquera peut-être, sûrement même, bon nombre de lecteurs, mais le refus du marxisme-léninisme (et pour être tout à fait clair, la vision léniniste du marxisme) dans sa théorie comme dans sa pratique, a sauvegardé les chances de ce que vous appelez « les nouvelles perspectives du socialisme français ». Je n'ai pas voulu dire autre chose lorsque j'ai affirmé que si le choix de Tours s'imposait à nouveau, je ferais celui de Blum. C'était une façon de combattre des thèses qui se développaient dans le Parti et qui, sous le couvert de précautions oratoires, optaient en fait



pour Lénine contre Blum. Se contenter de rejeter le communisme parce qu'il y a eu Staline m'apparaît comme une erreur historique et une faiblesse de la pensée. Si Lénine a raison (bien entendu, j'évoque ici le théoricien du marxisme et non l'admirable homme de réflexion, d'action et de décision qu'il fut), il faut être communiste et non socialiste. Bref, j'ai tenu à relier le présent au passé de 1920, parce que je pense que nous avons lieu d'être fiers de ce qui reste à mes yeux, au-delà des circonstances et d'un moment donné, un choix philosophique.

Mais cela ne m'empêche pas de considérer qu'au-delà des différences profondes qui séparent le socialisme du communisme, une réalité immédiate — et durable — s'impose : l'union des forces populaires. En restituant au socialisme le parti qui lui manquait, en rééquilibrant le rapport de forces entre les deux grands partis ouvriers, en rassemblant

→

François Mitterrand

→

le front de classe, seul capable de l'emporter sur le parti conservateur, en signant le programme commun de la gauche, nous avons créé les conditions d'une victoire, autrement impossible. Evidemment, cela ne nous a pas dispensés après Epinay d'un effort de recherche théorique à partir duquel nous prenons conscience de notre identité. Voilà pourquoi les trois thèmes de notre stratégie sont aujourd'hui inséparables : union de la gauche, front de classe, socialisme autogestionnaire.

Revenons à Léon Blum. A Epinay, à Grenoble, à Pau, c'est-à-dire à chacun de ces grands rendez-vous avec nous-mêmes que sont nos congrès, j'avais dans l'esprit ce mot qui lui appartient : « Le succès n'est une réussite que lorsqu'il est un point de départ ».

— Le programme commun de gouvernement signé en juin 1972 constitue le premier document de ce type scellant une alliance entre socialistes et communistes en France. Pensez-vous qu'il ait ouvert une phase véritablement nouvelle dans l'histoire mouvementée des rapports entre les deux partis ?

— Oui, je le pense. Le programme commun que le Parti communiste demandait depuis longtemps a été rendu possible par la motion finale du congrès d'Epinay. Il donne à l'union de la gauche une base politique concrète, des objectifs précis et un calendrier. Ce contrat de cinq ans, qui par une extension due aux circonstances vaudra jusqu'aux prochaines élections législatives (incluses !) — avec les conséquences qu'il implique au cas où la gauche obtiendrait la majorité — est un contrat de gouvernement. Hors la période confuse qui a suivi l'immédiat après-guerre dans neuf ou dix pays d'Europe occidentale et qui s'est achevée avec l'énoncé de la « doctrine Truman », en 1947, aucun parti socialiste n'avait envisagé de gouverner avec les communistes (de même qu'en Europe de l'Est, aucun régime communiste n'avait accepté de partager le pouvoir avec les socialistes — litote qui, l'écrivant, me paraît singulièrement pudique). La signature du programme commun marque donc un événement capital de l'Histoire contemporaine.

— Depuis un an, le Parti communiste a ouvert un débat public qui l'a amené à multiplier les critiques et les accusations contre le Parti socialiste et ses dirigeants. Quelles sont, à votre avis, les raisons profondes de ces attaques et pensez-vous qu'elles puissent avoir une influence sur le comportement et la stratégie du P.s. ?

— La raison principale de l'offensive anti-socialiste du Parti communiste tient sans doute au fait que ce dernier, habitué à dominer la gauche depuis plus de trente ans, a quelque peine à s'adapter à la situation nouvelle qui découle pourtant de la stratégie qu'il a lui-même proposée : un Parti socialiste unitaire, réimplanté dans la classe ouvrière et disposant d'un grand rayonnement auprès du suffrage universel. La direction du Parti socialiste n'a pas bougé d'un pouce sur le terrain que les militants lui ont assigné. Alliance à gauche. Présence dans les entreprises. Lutte pour le contrôle et le pouvoir ouvriers. Lutte contre l'impérialisme. Application du programme commun. Actions communes à la base. Ce n'est pas en caviardant ce que disent et écrivent les responsables socialistes qu'on fera d'une vérité historique une contre-vérité. J'entends parfois dans nos rangs émettre l'hypothèse que le Parti communiste ne souhaiterait pas que la gauche gouverne avant longtemps. Certaines attitudes pourraient le laisser croire. Mais ce n'est pas mon avis.

En dépit de ces difficultés, je demeure optimiste. D'abord, parce que nos partenaires sont réalistes et savent toujours tenir compte de ce qui est. Ensuite, parce que les communistes sont les représentants authentiques et sincères — même s'ils ne sont pas les seuls — de la classe ouvrière et que la classe ouvrière veut l'union de la gauche et entend mener la lutte des classes jusqu'à la victoire. Enfin, parce que toute autre stratégie serait suicidaire.

— Si vous aviez été élu président de la République en mai 1974 et que la gauche ait été appelée à gouverner, croyez-vous que se seraient produites les mêmes difficultés ?

— Si j'avais été élu, un gouvernement de la gauche serait en place, le programme commun aurait déjà répondu aux aspirations immédiates des travailleurs et entamé de profondes réformes de structures. La mobilisation populaire aurait permis d'aller hardiment vers les objectifs proposés. Pareille entreprise aurait exigé une haute conscience de nos devoirs à l'égard de notre peuple et de nos devoirs vis-à-vis de nous-mêmes.

Il en sera ainsi demain. La gauche au gouvernement ne pourra pas se permettre d'échouer, ou bien elle sonnera pour plusieurs générations le glas des espérances populaires. Je n'ai pas de raison de douter du sens des responsabilités de nos partenaires communistes et radicaux de gauche. Notre Parti a de son côté besoin d'approfondir sa réflexion et de préparer ses équipes à l'exercice commun — à tous les niveaux — d'un pouvoir fortement décentralisé, dans une situation qui sera encore situation de crise. Bien entendu, il faudra faire face aux contre-offensives de la droite et aux démagogies de droite et de gauche. Un président de la République élu par la gauche, en 1974, n'eut pas été sans moyens pour cela !

— L'élection de Châtellerault et les derniers sondages confirment la progression continue du Ps. Pensez-vous qu'il soit effectivement devenu le premier parti de France et quel était votre dessein quand vous lui avez fixé cet objectif ?

— L'élection de Châtellerault constitue en soi un sondage et le meilleur imaginable. Elle confirme la poussée socialiste de septembre 1974. Oui, le P.s. est virtuellement le premier parti de France. L'U.d.r., qui était en tête en 1973 avec 5 millions 800 000 suffrages, subit un considérable déclin, en dépit de la capacité de Jacques Chirac. Que de fois ai-je écrit : le gaullisme sans de Gaulle, difficile ; le gaullisme sans le peuple, impossible ! Quant au P.c.f., qui en avait un peu plus de 5 millions, je pense qu'il préservera son quotient, mais qu'il ne mordra plus comme naguère sur les électeurs socialistes — qui ont cessé d'être désemparés. Nous avons à récupérer ce que nous avons perdu et à gagner ce que mériteront et notre effort et notre rectitude unitaire.

Je ne m'attarde pas sur le cas du parti de Valéry Giscard d'Estaing et de Poniatowski. Quelles que soient ses chances — que les sondages situent au-dessus de celles de l'U.d.r. — il n'a pas la possibilité d'en user.

Faire du Parti socialiste le premier parti de France présente un double intérêt. Celui d'assurer la victoire de la gauche et celui de doter notre peuple d'un parti majoritaire dont chacun sait que pour lui le socialisme — je le répète — est synonyme de liberté.

— Vous avez, il y a quelques mois, réuni à Latche les dirigeants des partis socialistes de l'Europe du Sud. Pensez-vous que ces partis aient des perspectives différentes de celles des autres partis sociaux-démocrates, membres de l'Internationale, et en quoi consistent ces différences ?

— Dans les pays d'Europe du Sud en question, Portugal, Espagne, Italie, Grèce et France (la Belgique s'est associée à notre action) coexistent des partis socialiste et communiste d'importance inégale mais réelle. S'y établit dès lors une pratique d'alliance conflictuelle d'une nature toute différente de celle qui prévaut dans les pays à dominante social-démocrate, où le plus souvent les partis communistes sont faibles — ou même interdits. D'autres similitudes apparaissent, caractère national, évolution historique, composé socio-économique et culturel, influence des Eglises, qu'il serait imprudent d'ignorer. Ces éléments permettent de penser que le socialisme pourrait

SOCIALISTES-COMMUNISTES

AU SUD, DU NOUVEAU

connaître un développement spécifique dans cette région du monde, comme il en est du communisme soviétique, du socialisme scandinave ou du travaillisme britannique. Bien entendu, il ne s'agit pas de créer entre les partenaires de l'Europe du Sud une organisation particulière, interne ou externe à la IIe Internationale.

L'exemple français d'une union de la gauche et d'un programme commun montre que la perspective tracée à Latche n'est plus du seul domaine de l'imagination. Certes, chacun des partis socialistes de l'Europe du Sud se trouve affronté à des stratégies communistes différentes : junte démocratique en Espagne, compromis historique en Italie, orientations de Cunhal au Portugal. Mais je suis convaincu qu'ici et là rien ne sera finalement possible pour la gauche sans passer par l'existence d'alliances P.s.-P.c. du type de celle que nous connaissons chez nous. Ou bien se développeront soit des expériences de « troisième force », soit des formules d'« union nationale » dont les travailleurs feront partout les frais.

— Le P.s. a donné une réponse favorable au projet de Mario Soarès pour une Conférence des dirigeants des huit partis socialistes et communistes d'Espagne, du Portugal, d'Italie et de France. Les réponses de ces dirigeants à notre enquête ont montré, en dépit de sérieuses différences d'appréciation, une volonté certaine de dialogue. Comment concevez-vous vous-même un tel dialogue et, plus généralement, voyez-vous des perspectives d'actions communes des socialistes et des communistes de l'Europe méditerranéenne ?

— Pour les raisons que je viens d'énoncer, nous avons approuvé l'initiative de Mario Soarès. Si cette Conférence ne peut avoir lieu, je souhaite que la réunion annoncée de la Conférence des partis socialistes de l'Europe du Sud soit un jour suivie d'une rencontre avec les partis communistes correspondants.

— Une dernière question : quelles leçons tirez-vous du voyage de M. Giscard d'Estaing en U.r.s.s. ?

— Contrairement à une opinion très répandue, je ne crois pas qu'il y ait eu offense et véritable refroidissement à Moscou. Certes, de nouvelles tensions, qui sont d'ordre universel, se dessinent. Mais les relations franco-soviétiques n'en sont pas sérieusement affectées. Sans rien renier de nos alliances actuelles, je souhaite que ces relations, dont la nécessité obéit à des impératifs séculaires, se concrétisent par un traité d'amitié en bonne et due forme — j'ai déjà employé cette expression dans une interview à « Sud-Ouest » — qui contribuera utilement au développement de la sécurité intra-européenne.



François Mitterrand et Georges Marchais lors de la grande manifestation antifranquiste, à Paris.

UNE ECOLE DE CLASSE

Ena

Créée par ordonnance du 9 octobre 1945, l'Ena vient de fêter son trentième anniversaire. Admirée et enviée par les uns, accusée par les autres d'avoir engendré une véritable maffia, l'Ena n'a cessé, depuis sa naissance, de renforcer son influence à tous les niveaux de la vie publique : il n'est pas courant qu'une seule Ecole ait formé à la fois le président de la République, le Premier ministre, le ministre de l'Intérieur, le ministre des Finances, sans compter plusieurs ministres ou sécrétaires d'Etat. Les « anciens de l'Ena » sont partout : au gouvernement, dans les cabinets ministériels, dans les principales directions des ministères, dans les administrations de mission, à la tête des grandes entreprises nationales et, souvent, à la tête de grandes entreprises privées.

La fascination et l'exaspération suscitées par les énarques tient d'abord à leur mainmise sur les hauts emplois publics. Pourquoi cette caste privilégiée a-t-elle le monopole des tâches intéressantes, des responsabilités et des activités de prestige ? Système élitiste, anti-démocratique, qui heurte quiconque a le sens de l'égalité et de la justice. Système sclérosé qui confine la direction des affaires publiques dans un milieu extrêmement fermé.

Cependant il serait illusoire de croire que cette mainmise des énarques sur les emplois de direction est due uniquement à un esprit malin qui aurait conçu et voulu cette suprématie. Certes les créateurs de l'Ena n'ignoraient pas les motifs pour lesquels, cent-cinquante ans plus tôt, Napoléon avait lui-même créé une grande école comme Polytechnique : à plus d'un siècle de distance, on retrouve cette idée traditionnelle en France selon laquelle l'Etat a intérêt à constituer des corps de fonctionnaires parfaitement dévoués à sa cause et sur lesquels il peut s'appuyer. Mais d'autres raisons expliquent l'influence des anciens de l'Ena.

Parmi celles-ci, le type de formation donnée par l'école joue un rôle essentiel. Il faudrait être aveugle pour méconnaître ce fait : l'Ena est une solide école professionnelle. l'expression peut sembler paradoxale, puisque cette école est réputée donner une culture générale pour des emplois dits d'administration générale. En fait, cette formation, effectivement très générale, finit par devenir une véritable technique de direction des affaires publiques, un véritable métier. Certes, les enseignements sont souvent critiquables et devraient être repensés ; certes, la tendance au « bachotage » est excessive. Mais, au delà de ces critiques, il faut bien comprendre que l'élève de l'Ena a acquis un éventail de connaissances et, surtout, s'est imprégné d'une méthode de travail dont les principales caractéristiques sont : préférer les faits et les chiffres aux idées, dégager l'essentiel d'un dossier, rédiger et s'exprimer clairement, à quoi il convient d'ajouter... donner toujours l'impression de connaître la question même lorsqu'on ne la connaît guère. La maîtrise de ces quelques principes peut sembler facile à acquérir. En fait, elle demande des années d'efforts et donne aux anciens élèves un avantage irremplaçable. A notre époque, la direction des affaires nécessite un apprentissage. Comme dans d'autres domaines — et même si on le regrette — les professionnels l'emportent inévitablement sur les amateurs.

Cependant la réussite de l'Ena, école professionnelle, ne signifie pas que ses élèves soient préparés à toutes les tâches. Entendons-nous bien : ils sont préparés aux emplois d'administration générale ; mais, à l'exception de brillantes individualités, ce ne sont ni des économistes, ni des juristes, ni des financiers spécialisés. Le contre sens fait depuis trente ans a été de confier à l'Ena, le quasi-monopole de la formation de tous les cadres supérieurs de la Fonction publique, alors qu'il aurait fallu faire appel, beaucoup plus qu'on ne l'a fait, à des hommes formés à des disciplines différentes (mathématiques, économie approfondie, etc.) dans des optiques différentes (par exemple dans les universités) ; même Polytechnique ne saurait, à elle seule, faire contrepoids à l'Ena. En outre, la haute administration devrait faire appel beaucoup plus qu'elle ne le fait à la promotion interne des fonctionnaires qui reste, dans la plupart des secteurs, très insuffisante en nombre et en qualité. De même pourrait-on faire appel à des personnalités extérieures à l'administration, qui ne soient pas uniquement des chefs d'entreprise mais, par exemple, des syndicalistes et des hommes ayant acquis diverses expériences dans leur métier, à Paris mais aussi en province. Bref la haute administration française doit s'ouvrir. Elle a besoin d'oxygène, car l'Ena, en étant partout trop présente, est en train de l'asphyxier.

Idées à la mode

Dès lors, pour éviter cette asphyxie, faut-il par mesure radicale supprimer l'Ena ? Au moins doit-on, au préalable, s'interroger sur la source véritable des difficultés : faut-il dé-

Chaix : L'art de faire régner la paix sociale

A la Société Nouvelle Imprimerie Chaix, à Saint-Ouen, la direction attend toujours que le comité d'entreprise accepte les 410 licenciements qu'elle lui a annoncés il y a un mois. Et elle risque d'attendre longtemps. Car les 650 salariés ne sont pas décidés à se laisser faire sans rien dire. L'expérience l'a déjà prouvé : avec les travailleurs de la Néogravure — l'imprimerie Chaix est une société à part depuis janvier dernier seulement — les imprimeurs de Saint-Ouen avaient fait preuve d'une combativité sans faille qui avait conduit, en novembre 74, la Direction à abandonner le projet de liquidation du groupe.

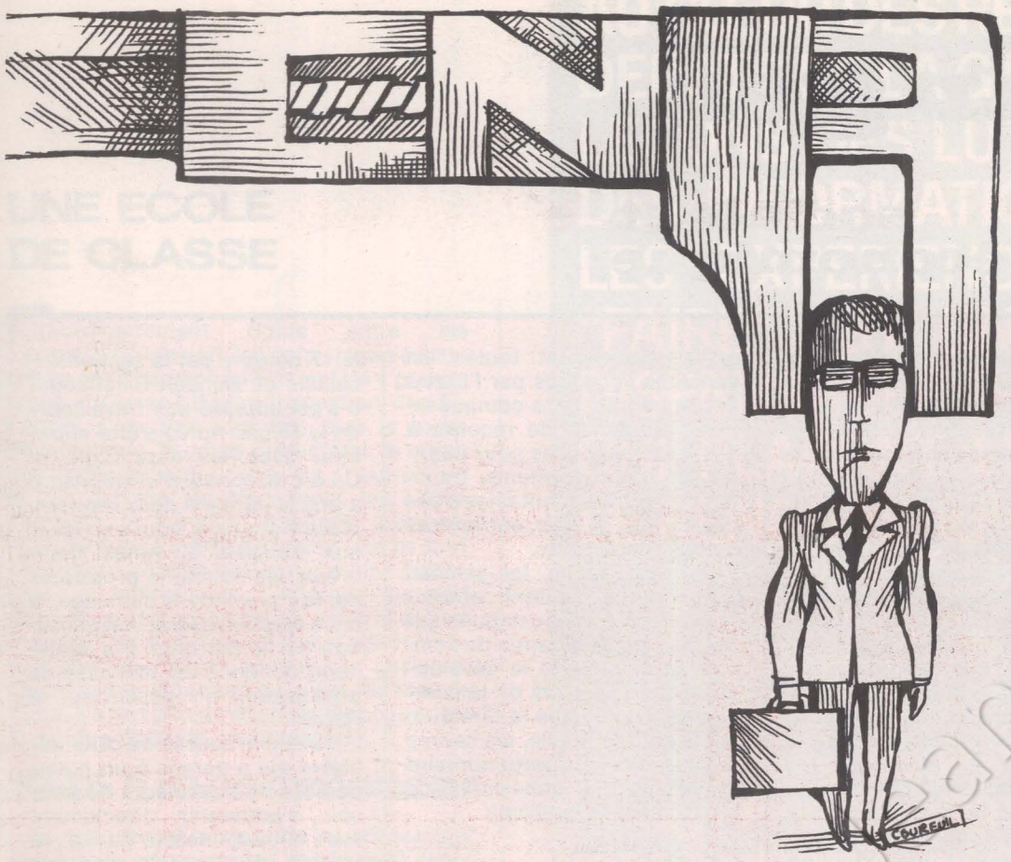
Depuis cette date, le directeur de l'entreprise et le P.d.g. de Chaix sont censés travailler à l'étude de la structure la plus propre à assurer la bonne marche de l'entreprise. Une étude assez particulière, comme ont pu le constater les travailleurs de Saint-Ouen sur un document du 20 mars dernier adressé par le directeur au P.d.g. de Chaix.

Une fois de plus, ces quelques pages font assister « en direct » et sans fard au déroulement de la pensée patronale. Pour des travailleurs qui savent leurs moyens d'existence en question, une seule réaction, avant même la colère : « C'est effarant ».

Un paragraphe de l'entrée en matière est à lui seul révélateur de la légèreté avec laquelle une direction d'entreprise peut envisager de tout liquider. Le sort des 650 familles ainsi privées de ressources ne pèse visiblement pas lourd dans la balance : « La solution facile pour le raisonnement serait de tout arrêter, mais notre mission, a priori, il me semble, n'est pas celle-ci, sauf si toutes nos tentatives échouaient. Il n'est pas possible de ne pas croire que si tout le monde joue le jeu, cette entreprise puisse vivre un ou deux ans, compte tenu des mesures d'allégement de structure qui ont été réalisées ».

Vient ensuite l'analyse de la situation. « L'entreprise souffre d'un certain nombre de maux, poursuit ce document, mais deux apparaissent comme étant les plus importants et sont de nature à compromettre la vie de l'entreprise.

a) le climat
b) le retard technologique



truire une école professionnelle parce que ses élèves sont devenus des ouvriers trop habiles ? n'est-il pas préférable de conserver l'instrument, sous réserve — mais cette réserve est fondamentale — de changer sa place dans l'administration et la société ?

En fait, le problème de l'Ena se situe davantage en amont et en aval de l'école qu'à l'école elle-même. Certes, il n'est pas douteux que l'organisation de la scolarité et le contenu des enseignements devraient être revus, surtout si l'on souhaite que les anciens élèves soient autre chose que « les mandarins de la société bourgeoise ». Mais l'essentiel n'est pas là. Il est dans ce qui se passe au niveau du recrutement des élèves et à la sortie de l'école.

Sur le recrutement, il y a peu à dire qui ne soit déjà connu. Malgré l'espoir que certains avaient eu lors de la création de l'école, et malgré de modestes réformes — par exemple celle de 1971 faisant suite au rapport de la commission Bloch-Laîné — le recrutement est loin d'être démocratique. Ces dernières années, on constatait encore que près de 80 % des candidats reçus au premier concours étaient d'origine bourgeoise (fils de fonctionnaires de catégorie A, de cadres du secteur privé, chefs d'entreprise, membres de professions libérales) et parisienne — près de 50 % des candidats reçus étaient nés dans la région parisienne et environ 80 % y résidaient. La plupart étaient passés par l'Institut d'études politiques de Paris qui fournit encore, bon an mal an, 80 à 85 % des candidats reçus.

Quant au second concours, ouvert aux fonctionnaires, son recrutement est un peu plus démocratique, mais les candidats qui y sont reçus ont fort peu de chances de sortir dans la « botte » ; de sorte que la haute fonction publique reste bien l'apanage de catégories sociales privilégiées.

Bref, au niveau du recrutement, l'échec est sévère. Par rapport à la situation d'avant la Seconde Guerre mondiale, l'Ena n'a élargi que très légèrement la base sociale de la haute Fonction publique. Ceci entraîne d'importantes conséquences sur les orientations prises par la haute administration. Issue de la bourgeoisie grande et moyenne, elle tend inévitablement à être le reflet de ses valeurs, de ses croyances, quand ce n'est pas de ses intérêts. Au surplus, elle est coupée de la masse de la population dont tout la sépare et dont elle connaît et comprend mal les aspirations. Enfin, un recrutement aussi fermé favorise un conformisme intellectuel infiniment regrettable : on est souvent surpris de voir à quel point les énarques évoluent dans un monde d'idées toutes faites, à la mode dans les cercles parisiens.

Plus grave est sans doute ce qui se passe à la sortie de l'école. En effet, tout le système, qui date du XIXè siècle et que l'Ena n'a fait que renforcer, est fondé sur une hiérarchie

→

Si nous voulons les hiérarchiser, il est nécessaire de mettre le « climat » en premier car il n'apparaît à l'observateur qu'après avoir vécu quelque temps dans l'entreprise. C'est un mal plus sournois, plus difficile à combattre car il fait intervenir avant tout des hommes qui sont décidés à changer d'entreprise, tout au moins le croient-ils.

1°) Le climat :

Dans ce domaine, la situation est très préoccupante.

Comme il est dit plus haut, c'est le problème N° 1. Il est dû à la politisation de nombreux ouvriers constitués en cellules du Parti Communiste, de la gauchisation de certains éléments jeunes et qui se situent plus particulièrement à la typo, la surenchère que se font syndicats C.g.t. et C.f.d.t., la C.g.t. est certes prédominante mais la C.f.d.t. est très agissante, à l'aide de quelques éléments extrémistes, au nombre de travailleurs étrangers qui, dans l'atelier des machines offset, atteint 40 %.

Ce sont là les éléments, pas les seuls, qui sont de nature à détériorer un climat et dont on ne voit pas immédiatement la thérapeuthique, sinon l'opération chirurgicale dont il est parlé plus loin, qui permettrait d'éliminer les éléments perturbateurs. »

Après l'analyse du retard technologique survient alors une série de solutions pour remédier à cet état de chose. Contre le mauvais climat de l'entreprise, l'auteur de ce document envisage deux solutions :

« a) demander à nos partenaires, dans le cadre d'une étude sur les rémunérations qui seraient assorties de nouvelles normes de productivité, une paix sociale de deux années ».

« Le type de rémunération pourrait être prévu sur la base d'une réduction des effectifs de 10 à 15 %, tout en améliorant la productivité d'au moins 20 % ».

b) Provoquer l'« incident » qui permettrait de provoquer un licenciement collectif et de refaire un contrat aux travailleurs qui semblent être les éléments moralement et professionnellement valables.

Dans le cas d'une fermeture momentanée pour assainissement, il faut, avec l'accord des clients, placer les différents travaux chez des confrères pour une durée déterminée ».

Et le tour est joué. Comme le dit l'auteur :

« Résumons :

1) Paix sociale :
Travail intensif pendant deux ans,
Aménagement des postes de travail,
Possibilité d'investissements légers,

2) Pas de paix sociale :
Licenciements collectifs,
Réembauchage pour certains clients fidèles et captifs,
Niveau d'effectif : 450 environ

3) Pas de paix sociale :
Préparer le repli de clients captifs,
Fermeture totale. »

Une fois de plus, les erreurs de gestion sont gommées. Pour le patronat, c'est la politisation des travailleurs qui serait la cause des problèmes économiques actuels de l'imprimerie Chaix. Que quelqu'un d'autre que les salariés paie la note ? A aucun moment, l'auteur de ce document n'a même envisagé de se poser la question.

changer la vie sociale et économique

E.G.F., P.T.T. A LEUR TOUR

Offensive des travailleurs, à l'appel de la C.g.t. et de la C.f.d.t., dans le secteur public et nationalisé. Ainsi, jeudi prochain, les employés de l'Electricité et du Gaz de France observeront une grève nationale de 24 heures.

Dégradation de la situation du personnel et du service public : tels sont les deux grands axes de ce mouvement, alors que la convention salariale de ces professions doit être incessamment renouvelée. Si les revendications salariales sont toujours à l'ordre du jour, les deux centrales syndicales entendent surtout mettre l'accent sur l'augmentation nécessaire des effectifs comme moyen d'assurer une meilleure qualité du service public et pour endiguer le chômage.

La journée de jeudi sera également « marquée par des arrêts de travail » dans les P.t.t. La C.g.t. et la C.f.d.t., si elles appellent les personnels des bureaux mixtes à une journée revendicative, laissent toute latitude aux sections locales pour décider sur place avec les travailleurs de la forme qu'elle devra prendre. Il faudra compter avec des perturbations dans la distribution du courrier.

Toujours dans les P.t.t., les employés des chèques postaux et des services téléphoniques sont appelés le 13 novembre à une manifestation semblable. Les deux principales revendications que la C.g.t. et la C.f.d.t. y soutiennent : 2. 000 F par mois et 50 000 nouveaux emplois dans cette administration.

LES « RAMPANTS » SE LEVENT

A Air-France, après 15 jours d'action, le personnel au sol n'est toujours pas décidé à abandonner.

Ces derniers jours d'octobre, le mouvement tendait même plutôt à se durcir. Aussi bien à Orly-Nord et Sud qu'à Roissy ou en province, à Marignane, par exemple, le trafic aérien était très sensiblement perturbé. Les syndicats C.g.t. et C.f.d.t., pour l'ensemble de la compagnie, et certaines sections locales de F.o., comme à Marignane ou à Orly, estiment qu'un tiers des activités de la compagnie sont bloquées par cette grève.

Les raisons de ce mécontentement sont multiples. Elles résultent surtout de la manière dont la direction entend combler un déficit plus important que prévu. Tout d'abord, les salaires du personnel seront bloqués jusqu'au 1er novembre 1976. Dernièrement, les agents ont appris, de plus, que les avancements seraient diminués de moitié au 1er janvier. Enfin, la direction n'a pas caché qu'elle voulait aboutir à une réduction des effectifs par le jeu des départs en retraite et par le non-engagement des travailleurs saisonniers. Cela malgré une augmentation du trafic de 6 % par rapport à l'année dernière.

Cette politique économique, les travailleurs d'Air-France l'acceptent d'autant moins qu'ils connaissent toutes les pénalités imposées par l'Etat à la compagnie, sans compensation : obligation de recourir à des prêts bancaires pour financer les investissements, transfert des activités rentables à des filiales ou à des entreprises sous-traitantes, etc.

Par leur action, les salariés d'Air-France veulent obtenir l'ouverture de négociations sur les salaires, la garantie de l'emploi, la défense et le développement de l'activité de la compagnie. Tandis que la direction fait la sourde oreille, les cadres de plusieurs aéroports viennent de donner leur adhésion à ce mouvement revendicatif.

LE P.S. CHEZ RENAULT

La campagne Entreprise du P.s. se poursuit sous plusieurs formes. Chez Renault, à Billancourt, elle s'est concrétisée par la venue de Jean Poperen, secrétaire national du Parti. Invité le 17 octobre par la section socialiste de Renault-Billancourt, il s'est adressé aux travailleurs de la Régie. Après s'être entretenu avec les élus C.g.t. et C.f.d.t. du comité d'entreprise, il a pris la parole à deux reprises, place Nationale, pour expliquer aux travailleurs, venus nombreux, les solutions proposées par le P.s. contre le chômage, la crise économique et son utilisation par le patronat. Il a également dénoncé les menaces de privatisation qui pèsent sur la Régie.

Devant le succès de cette initiative qui a permis à un grand nombre de travailleurs de pouvoir s'entretenir directement avec un responsable du P.s., la section de Renault envisage déjà de mener d'autres actions de ce genre.

BLANCHISSERIE : UN SALE BOULOT

Depuis le 21 octobre, les travailleurs de la blanchisserie de Pantin sont en grève. Une grève très particulière. D'abord, parce que c'est la première fois qu'ils se lancent dans une telle action.

Et pour cause. Dans cette blanchisserie, qui appartient au groupe Elis, la direction trouvait normal, avec l'aide de la C.f.t., de surexploiter 600 travailleurs, dont une majorité de femmes et d'immigrés. Et elle n'avait pas trop de toutes ses méthodes de pression pour imposer des conditions de travail dignes de Zola : des cadences infernales (9 000 pièces par jour au triage, même pour les femmes enceintes), pas de pause, absence d'aération — dans certains ateliers règne un brouillard permanent. Les employés travaillent dans un bain de vapeur du matin au soir : l'été les températures atteignent 55 à 60°. Tout cela durant 9 à 10 heures par jour pour des salaires mensuels moyens de 1.300 à 1.400 F, sauf pour tel ou tel, à qui on consent une « carotte » supplémentaire pour quelques services de dénonciation.

Pour s'opposer à cette situation intolérable, une section C.g.t. avait essayé de s'implanter. En vain. Malgré cela, au début du mois d'octobre, une section C.f.d.t. se créait. Quinze jours à peine après sa création, un délégué syndical, chauffeur livreur, Médina, était licencié pour le motif suivant : « 4 torchons manquaient à un client ». Aussitôt, l'ensemble des chauffeurs-livreurs, ainsi que de nombreux travailleurs d'autres ateliers, déclenchent la grève.

Aujourd'hui, l'information de la population locale, la solidarité matérielle, l'extension du mouvement à l'ensemble des travailleurs s'organisent. Pour sa part, la Fédération socialiste de Seine-Saint-Denis participe à cet effort. Tous les contacts ont été pris par l'intermédiaire du secrétariat fédéral aux entreprises avec le préfet, les ministères du Travail et de l'Intérieur.

TROIS LUTTES DANS LE 12e

La section socialiste du 12e arrondissement de Paris (Quinze-Vingt-Bercy) développe en ce moment une action de solidarité active avec les travailleurs de trois entreprises en lutte.

L'entreprise Bouzard, 10, boulevard de la Bastille, où la direction a refusé jusqu'ici toute augmentation de salaire, malgré les revendications fondées sur la hausse des prix (l'entreprise fabrique du matériel d'art plastique). La lutte est menée par les ouvriers syndiqués à la C.g.t. 119 travailleurs sont concernés.

L'entreprise Dufour-Serégi-Sérédoc, 185, rue de Bercy (bureau d'études travaillant notamment pour la R.a.t.p.), où 80 salariés n'ont pas été payés depuis juillet ! La lutte a pris la forme d'occupation des locaux. Les salariés ne sont pas syndiqués.

L'entreprise Decoisy-Février-Champion, 62, rue de Wattignies (façonnage de produits pharmaceutiques), où 600 travailleurs sont menacés de licenciement par des projets de restructuration, fusion et décentralisation (Labaz-Pétroles d'Aquitaine), le silence étant savamment gardé depuis des mois par la direction.

UNE ECOLE DE CLASSE

extraordinairement rigide entre les « corps ». D'une part, les corps réservés aux élèves de l'Ena, avec au sommet les « grands corps » (Conseil d'Etat, Inspection des Finances, Cour des comptes), puis le corps diplomatique, le corps préfectoral, le corps des administrateurs civils, etc. D'autre part, et loin derrière les précédents, les autres corps de la Fonction publique auxquels l'Ena ne donne même pas accès, car ils sont considérés comme beaucoup moins prestigieux et intéressants. L'énarque qui sort dans un grand corps est en général assuré d'une brillante carrière. S'il sort administrateur civil, son avenir sera moins enviable. Quant au fonctionnaire qui n'est pas sorti de l'Ena, il a fort peu de chances d'occuper, un jour, un emploi de responsabilité.

1945 à recommencer

La coupure est totale entre le petit peloton des grands corps, castes privilégiées exerçant leurs fonctions exclusivement à Paris auprès ou dans le pouvoir central, et le reste de la Fonction publique. Coupure aux conséquences incalculables. Il n'y a pas en France une Fonction publique homogène. Il y a, d'un côté, la masse des fonctionnaires cantonnés, toute leur vie, quelles que soient leurs qualités professionnelles, dans des tâches d'exécution ou de responsabilités réduites ; de l'autre, les membres des corps de prestige qui ont, leur vie durant, le quasi-monopole des emplois au sommet. C'est le système des corps et surtout des grands corps, catégories rigides séparant définitivement les fonctionnaires par des cloisons étanches, qui est l'enjeu principal de toute réforme sérieuse de la haute Fonction publique.

En définitve, l'Ena elle-même, objet de polémiques et de passions, ne paraît mériter ni cet excès d'honneur ni cette indignité : en tant qu'école, elle a réussi, depuis trente ans, à donner à ses élèves l'apprentissage d'un métier, un métier original puisqu'il rend apte à la direction des affaires publiques.

La véritable critique porte bien davantage sur ce qui existe autour de l'école. Elle est enserrée dans un système social dont elle reflète les inégalités et dans des structures administratives qui préexistaient à sa création et qui la dépassent. Créée pour réformer la haute administration, l'Ena en a consolidé les caractères traditionnels. C'est là son échec. Peut-être, en 1945, était-on parti d'une illusion qui venait de la IIIè République et selon laquelle l'école peut assurer à la fois des promotions individuelles et des transformations sociales. En fait, l'œuvre de 1945 est à recommencer ; mais il faudra utiliser d'autres moyens et il faudra surtout une volonté politique.

CATHERINE LALUMIERE

Déléguée nationale du P.S. pour la Fonction publique

AU CŒUR DES RECHERCHES ET DES DEBATS DE LA GAUCHE, TIRANT LES LEÇONS DES LUTTES ET DONNANT DES INFORMATIONS INEDITES SUR LES EXPERIENCES ENTREPRISES, "FAIRE" EST UN INSTRUMENT INDISPENSABLE POUR TOUS CEUX QUI PLACENT LEUR ESPOIR DANS LE RENOUVEAU SOCIALISTE.

Le premier numéro vient de paraître avec au sommaire des articles de Michel Rocard, Jean-Pierre Cot, Gilles Martinet, Lionel Jospin, Alain Touraine, Antoine Blanca, Jacques Cherèque...

faire



Une offre exceptionnelle

douze numéros pour **80 F** au lieu de **120 F**

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je désire m'abonner à "FAIRE" et recevoir les 12 prochains numéros au prix spécial de lancement : 80 F au lieu de 120 F

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ **Ville** _____

A remplir et à envoyer, accompagné de votre règlement :

☐ chèque bancaire ☐ mandat lettre ☐ virement postal 3 volets

à "FAIRE" 48 rue Saint-Anne 75002 PARIS

L'HABIT NEUF DU PRINCE



Dernier inscrit aux cours de formation permanente — en vue d'un éventuel recyclage — Michel Poniatowski a choisi de se spécialiser comme tailleur. Stupéfaits par ses dons, ses professeurs viennent de lui décerner une mention spéciale. Marcellin lui-même ne l'avait jamais obtenue. Mais voyons plutôt quelle était sa dernière épreuve. Le sujet n'était pas facile : « Compte tenu du gonflement rapide d'une de vos clients — en l'occurrence, la région parisienne — imaginez et taillez-lui un nouvel habit cantonal un peu plus étoffé pour sa prochaine sortie officielle, lors des élections de mars 1976. »

Frétillant, notre élève Poniatowski a tout de suite songé à une coupe dans le vent qui répondrait aux vœux du président de la République. « A coupe moderne, méthode moderne », s'est-il écrié. Et il s'est précipité sur ses livres. Puis, chiffres en main, il a sollicité les services informatiques mis à sa disposition. Cette frénésie devait rapidement aboutir à la multiplication de projets de patrons entièrement nouveaux. Souriant, les yeux mi-clos, une paire de ciseaux dans une main, un cigare dans l'autre, il contemplait son œuvre à la lueur crue du monte-et-baisse de son bureau. Il pensait avoir trouvé le moyen d'éviter que ce nouvel habit cantonal marqué de son empreinte princière ne soit trop taché de rouge dès sa première sortie. Il n'a pas hésité, pour ce faire, à travailler d'une manière particulière le tissu lui-même, sans oublier la forme. Une observation microscopique de cet habit cantonal permet de voir où réside l'innovation de notre brillant élève tailleur. Pour les besoins de l'exposé, nous nous contenterons d'examiner l'apport original de Poniatowski sur trois des pièces de l'habit, respectivement appelées le Val-d'Oise, le Val-de-Marne et l'Essonne.

Faire plaisir au "réformateur"

Dans le Val-d'Oise, les dernières élections présidentielles ont fait apparaître un progrès de la gauche, François Mitterrand ayant recueilli 53 % des suffrages. Il a même obtenu la majorité dans la plupart des cantons. Une telle situation ne pouvait laisser indifférent le député-maire de L'Isle-Adam, Poniatowski — toujours le même. Par ailleurs, la croissance rapide de la démographie dans certaines villes justifiait une intervention. La création de 8 nouveaux cantons fut donc décidée. Et on s'attendait, en bonne logique démocratique, à ce que les électeurs d'Argenteuil et de Bezons aient droit à un quatrième conseiller général. Il n'en est rien. Au lieu de cela, d'un coup de ciseaux magique, le ministre de l'Intérieur a préféré diviser le canton de L'Isle-Adam en deux parties : le canton d'Auvers-sur-Oise, qui comporte 6 834 électeurs inscrits, et celui de L'Isle-Adam, avec 11 973 inscrits. Le découpage n'a pas épargné Argenteuil-la-Rouge, mais en sens inverse, puisque les électeurs y passent de 14 000 à 22 000 pour un même canton. Soit près de 4 fois plus que dans les nouveaux cantons d'Osny et de Cergy. Les partis de gauche ont naturellement vivement protesté. Par contre, certains élus de droite n'étaient toujours pas satisfaits. Ainsi Pierre Salvi, conseiller général « réformateur » de Luzarches, a fait des pieds et des mains pour qu'on retire de son canton les communes de Survilliers (socialiste), Saint-Witz (centriste), Marly-la-Ville (communiste) et Fosses (socialiste). Le Conseil général, au sein duquel la droite dispose de 17 sièges sur 27, a bien voulu prendre en considération le noble souci de Salvi d'assurer sa propre réélection. Satisfaction lui a donc été donnée. Mais n'eût-il pas été plus sage, pour garantir son succès, de limiter son canton à son seul domicile ? Sachons saluer la témérité de Salvi, qui n'en a pas tant demandé.

Le talent de Poniatowski a particulièrement brillé dans le Val-de-Marne. La droite n'y possède en effet qu'un siège d'avance au Conseil général ; elle peut à bon droit y redouter le pire. L'occasion était trop belle : profitant de la nécessité de créer 5 nouveaux cantons, notre tailleur a fait de la dentelle. Ainsi à Villejuif, au lieu de répartir les 55 600 habitants de la commune en deux cantons, il a préféré faire éclater cette dernière en trois morceaux. Un canton est constitué seulement par une partie de la commune. Deux morceaux de Villejuif ont été rattachés, l'un au canton d'Ivry-Ouest, et l'autre à celui du Kremlin-Bicêtre. Lorsqu'ils ne pouvaient pas faire éclater ainsi des cantons de gauche, Poniatowski et ses séïdes ont choisi de gonfler le nombre des électeurs des cantons sacrifiés. Par contre, de petits cantons « sur mesure » de 15 000 électeurs et même moins ont été ménagés dans les fiefs de droite. Protestant contre ces procédés antidémocratiques les élus de gauche du Conseil général ont voté contre un tel charcutage électoral. Après que les élus communistes se furent retirés, la droite a tenté de profiter de la situation et, apportant quelques modifications au projet initial, les a soumises en vain à l'approbation des conseillers socialistes.

Un million de tracts

L'apothéose, là où le génie de notre tailleur cantonal apparaît incontestable, c'est dans sa découpe de l'Essonne. Il y est allé plus loin encore qu'ailleurs dans l'art de la dentelle, afin de mettre en difficulté les deux conseillers généraux socialistes. Et en particulier celui d'Evry, Claude Jeanlin, qui a battu de 350 voix le député-maire U.d.r. d'Evry, Michel Boscher, lors des dernières cantonales. Comment s'y est pris Poniatowski ? Les communes de Soisy et d'Etiolles qui avaient donné 150 voix d'avance à Jeanlin ont été retirées du canton. Par contre, il y a ajouté celle du Coudray-Monceaux, où Mitterrand a fait sa plus mauvaise moyenne du département lors des présidentielles et où le candidat d'extrême droite, Jean-Marie Le Pen, a fait son meil-

leur score. Le Coudray-Monceaux, ville des cadres supérieurs d'I.b.m., que son maire U.d.r. présente comme le « Neuilly de la ville nouvelle d'Evry ». Le hic, c'est que le Coudray-Monceaux est distante d'une dizaine de kilomètres d'Evry, et qu'elle en est séparée par deux autres cantons ! Mais Poniatowski ne fait pas dans la nuance et justifie cette aberration par l'appartenance du Coudray-Monceaux au Syndicat communautaire d'aménagement de la ville nouvelle d'Evry.

Pourtant, ce souci ne l'a pas animé pour les communes de Verrières, Bièvres et Igny. Ne forment-elles pas une entité géographique et ne sont-elles pas liées par un syndicat intercommunautaire ? Sans doute, mais il semble que cela n'arrangeait pas politiquement Poniatowski. On ne peut donc que sourire lorsqu'il parle de sa volonté de respecter la configuration des anciens cantons et de la nécessité de créer des entités cohérentes. Là encore il apparaît qu'on a favorisé les petits cantons semi-ruraux qui votent à droite pour mieux limiter le nombre des élus des zones urbanisées plus portées à gauche. Ainsi le canton de Milly-la-Forêt, par exemple, ne compte qu'une dizaine de milliers d'habitants contre près de 60 000 pour celui de Massy.

Les mobiles d'une aussi savante découpe sont évidents. D'une part, elle ne permet pas d'assurer la représentation normale des populations de la région parisienne, qui devraient pourtant disposer d'un élu cantonal pour 12 000 à 13 000 électeurs en moyenne, comme c'est le cas dans de très nombreux départements français. Surtout, il s'agit de prolonger la sous-représentation de la gauche dans les assemblées départementales. Déjà, lors des dernières élections cantonales du Val-de-Marne, la gauche avait recueilli près de 60 % des voix. Pourtant elle ne compte que 16 élus dans l'assemblée départementale où les 17 représentants de la droite n'ont totalisé que 40 % des voix. Cela ne peut plus durer. Alors que la plupart des Français sont touchés par la crise à des degrés divers, cette nouvelle manœuvre vise à dissimuler l'expression politique de leur légitime mécontentement.

Les trois partis signataires du programme commun ont dénoncé le 16 octobre ce truquage contre l'alternance. Ils ont lancé une campagne pour exiger l'égalité de la représentation électorale, campagne dans le cadre de laquelle un tract commun tiré à un million d'exemplaires doit être distribué. D'autres actions d'ampleur sont prévues pour inciter le Conseil d'Etat à faire cesser cette « immense tricherie ».

Poniatowski aura donc quelques difficultés à faire accepter son étrange manteau d'Arlequin. Pour leur part, les socialistes ont bien l'intention, quoi qu'il advienne, de l'aider à ramasser une veste.

JEAN-LOUP REVERIER

FAIRE SAUTER LES BOUCHONS

Transports parisiens

Plus de 2 000 personnes ont manifesté mardi soir, malgré le froid, au carrefour du boulevard Jean-Jaurès et de la rue Martre, à Clichy. L'appel lancé par les comités pour l'amélioration des transports de Clichy, d'Asnières et de Gennevilliers, avec le soutien actif de municipalités, de Clichy et de Gennevilliers, a donc été entendu. Quel était l'objectif de cette manifestation ? Pour l'essentiel, les participants ont réclamé le financement immédiat du prolongement de la ligne de métro n° 13 jusqu'au carrefour du Luth, à Gennevilliers. Ils entendent par ailleurs que ce prolongement, prévu depuis 1931, soit souterrain et qu'il ménage deux stations pour desservir Clichy. Au lieu de cela, le projet actuel prévoit qu'une partie de la ligne sera aérienne, qu'une seule station desservira Clichy et que, dans un premier temps, le prolongement s'arrêtera place Voltaire, à Asnières. Les manifestants ont pu s'étonner à bon droit qu'on les traite différemment des habitants de Saint-Cloud, ville dont Jean-Pierre Fourcade est maire, qui ont eu droit à une ligne souterraine. L'idée qu'il existe pour les transports en commun des zones privilégiées et des zones au rabais a effleuré plus d'un esprit.

« Trop, c'est trop ! », s'écrie un jeune homme exaspéré à la vue du procès-verbal qui orne le pare-brise de sa voiture. « Non seulement j'ai tourné une demi heure dans le Quartier latin avant de trouver une place. En plus, ça m'a mis en retard et j'ai raté le début du film. Et maintenant, j'attrape un procès-verbal de 120 F. Charmante soirée ! »

A qui la faute ? Cet automobiliste, dont la plaque minéralogique immatriculée 75 atteste qu'il habite la capitale, aura-t-il seulement compris qu'il est plus rentable d'utiliser les transports en commun ? La carte orange permet pourtant de voyager en bus comme en métro, sur toutes les lignes, autant qu'on veut, pour 40 F par mois seulement pour tout Paris et les communes frontalières et pour 20 F de plus par zone concentrique supplémentaire. La R.a.t.p. entend ainsi dissuader les habitants de Paris et de la région parisienne d'user abusivement des véhicules particuliers. Cet effort louable de la R.a.t.p. suffira-t-il à résoudre tous les problèmes ? « Certainement pas, estime Jean-Claude Delarue, président de la Fédération des usagers des transports (Fut). Pour la bonne raison que le problème des déplacements doit être appréhendé de manière globale et non coup par coup, comme les pouvoirs publics s'acharnent à le faire ». Fort de cette conviction, ce jeune assistant de 35 ans qui enseigne l'anglais à la Sorbonne, est également le principal animateur du bureau de liaison des 60 associations de défense de la région parisienne.

« Pour la Fut comme pour les 60 associations, poursuit Delarue, la lutte pour la protection de l'environnement, pour le développement des transports en commun, contre telle Zac scandaleuse, telle autoroute qui détruirait une forêt, contre le bruit et en particulier celui des aéroports, se situe dans la perspective d'un modèle différent de développement de la région parisienne. »

L'activité débordante de Delarue — il a tenu près de 800 réunions en banlieue au cours des cinq dernières années — tient sans doute à toutes ces raisons, mais aussi au fait que, pour ce militant socialiste, une véritable mobilisation des usagers est possible. Les victimes de la politique actuelle de l'urbanisme et des transports ne représentent-elle pas l'immense majorité des Français, même s'ils sont touchés à des degrés divers ?

Des couloirs

Les sondages successifs font d'ailleurs apparaître un mécontentement croissant. Voici 4 ans, un tiers des banlieusards (33 %) se plaignait de la longueur des temps de transports. D'après un sondage paru dans « France-Soir » de janvier dernier, désormais près de la moitié (46 %) d'entre eux trouve les transports trop longs. Réaction fort compréhensible si l'on songe que 40 % de la réduction du temps de travail obtenue depuis 1960 est absorbé par l'allongement de la durée du transport.

La Fut peut d'ailleurs citer un grand nombre d'exemples précis. Tel celui de M. Sanchez, un habitant de Palaiseau qui travaille dans une entreprise de peinture à Ivry. Cet homme perd près de 3 heures par jour entre son domicile et son travail : 15 minutes de marche jusqu'à la gare, puis 50 minutes de métro avec 3 changements et encore 20 minutes jusqu'à son usine. La réouverture de la voie ferrée Massy-Rungis représenterait au total, pour M. Sanchez, 18 jours gagnés par an. De même que, pour telle fillette de 11 ans qui passe 3 h 15 par jour dans les transports entre son domicile de Boutigny (Essonne) et son C.e.s. de La Ferté-Allais, la création d'une liaison par car représenterait un gain quotidien de 2 heures. Or, malgré les cris d'alarme poussés par les médecins, témoins des conséquences catastrophiques de ces « pélerinages » quotidiens, le gouvernement continue de négliger les transports en commun de banlieue à banlieue. La preuve en est que le schéma directeur, en 1975 comme en 1965, continue d'accorder la priorité à la voiture sur ce plan. Toutes les promesses sur la priorité aux transports en commun, et en particulier celles de Valéry Giscard d'Estaing s'engageant — lorsqu'il était candidat — à promouvoir la réouverture des lignes S.n.c.f. de ceinture, sont restées lettre morte. Y compris pour les liaisons entre Paris et la proche banlieue.

Sur les 2 000 km que parcourent les différentes lignes d'autobus, 300 seulement se font en couloirs réservés. Il est parfaitement possible de multiplier ces couloirs pour libérer les bus des embouteillages et créer un véritable réseau de correspondances permettant de faire du bus un véritable métro de →

FAIRE SAUTER LES BOUCHONS

surface. « Malheureusement, se plaint Delarue, un tel plan se heurte à de nombreuses résistances. Certains élus de banlieue hésitent à créer des couloirs d'autobus de peur de froisser quelques commerçants. A Paris, c'est encore pire. Une majorité de conseillers suit Edouard Frédéric-Dupont dans sa guerre contre l'extension des couloirs réservés. »

Pourtant, pour stopper la chute libre qui a vu le nombre moyen annuel de personnes transportées par un bus tomber de 300 000 à moins de 150 000 en 20 ans, il faut augmenter leur vitesse de circulation et leur régularité. La R.a.t.p., qui s'efforce d'y parvenir, a déjà obtenu un premier résultat en 1974 puisque, pour la première fois cette année-là, le nombre de voyageurs transportés a augmenté. L'allongement du kilométrage de couloirs réservés, la multiplication des lignes pilotes, la priorité aux feux et le taxibus commandé par téléphone permettraient d'aller beaucoup plus loin. « En quelques mois et pour un coût dérisoire, a calculé Delarue, on pourrait ainsi améliorer les transports dans la région parisienne et, notamment, doubler la capacité des bus. »

La Fut part d'un double souci humain et économique. Elle dénonce l'absence de mesures en faveur des 500 000 handicapés physiques — dont 60 000 infirmes moteurs — de la région parisienne. Ceux-ci ne disposent pour l'instant que des 4 véhicules mis à leur disposition par le groupement des intellectuels handicapés physiques. La Fut estime que les handicapés devraient pouvoir bénéficier de chèques taxis leur permettant, dans une limite raisonnable, de se déplacer pour un prix équivalent à celui des transports en commun.

Affiches et barrages

D'autres mesures appropriées sont possibles pour mettre fin à l'isolement des personnes âgées, ou des jeunes et des femmes isolés dans les grands ensembles de lointaines banlieues. La R.a.t.p. paraît d'ailleurs bien disposée pour étendre son champ d'action, mais elle se heurte à l'opposition du giscardien Paul Josse, vice-président du Syndicat des transports parisiens. Celui-ci applique la vieille loi de 1949 sur la coordination des transports en commun en région parisienne qui lui permet de protéger le monopole d'une cinquantaine de compagnies privées de transport sur la moyenne et la grande banlieue. Celles-ci offrent un service parfois assez médiocre, mais elles présentent surtout l'inconvénient d'être extraordinairement mal coordonnées. Cela suffit souvent à dissuader les gens de sortir de chez eux lorsqu'ils n'y sont pas contraints.

D'un point de vue économique, tout plaide en faveur du développement des transports



Manifestation à Clichy mardi soir pour réclamer la prolongation du métro.

en commun. Et d'abord le fait que, selon un sondage Sofres de septembre 1975 paru dans la revue spécialisée « Trafic », 78% des Français sont favorables à l'interdiction des voitures particulières dans les centres-ville entre 8 heures et 19 heures. Par ailleurs, la consommation moyenne d'énergie des transports collectifs urbains rapportée au voyageur-km est 3 ou 4 fois moindre que celle de l'automobile. En zone dense, les bus consomment 10 fois moins d'espace que l'automobile pour la circulation et 100 fois pour le stationnement. La création d'un couloir réservé ne coûte pratiquement rien. La réouverture des lignes S.n.c.f. de ceinture, compte tenu de la mise en place des raccordements nécessaires, coûterait environ 17 millions de francs par km. Qu'est-ce en regard des 80 millions du km que coûte la rocade A 86 ? Les travaillistes anglais l'ont bien compris, eux qui ont stoppé les projets de rocades routières autour de Londres annoncés à grand fracas par les conservateurs.

En favorisant la voiture sur le bus, l'avion et les camions sur le train, la péniche ou l'oléoduc, le Pouvoir ne gaspille pas seulement de l'énergie et les millions des contribuables. Il est également responsable de la multiplication des nuisances, de l'agression du bruit et de la détérioration de l'environnement. C'est pourquoi les 60 associations de défense ont engagé une action dont rend compte leur mensuel « S.o.s. Environnement » (à commander à la Fut, 35, rue du Bourg-Tibourg, 75004 - Paris).

Pour protester contre la croissance anarchique de la région parisienne, contre l'absence d'une politique globale des transports et de la circulation qui accorde la priorité aux transports les plus coûteux en énergie, en espace, en sécurité, en silence, et en temps, pour mettre un terme au massacre des espaces verts et à la complicité spéculatrice des financiers de l'immobilier avec le lobby des transports routiers, ces associations et la Fut ont décidé de présenter des candidats aux prochaines élections cantonales. Ceux-ci mèneront campagne en mars prochain sur tous ces thèmes.

« D'ici-là, explique Delarue, nous n'avons pas l'intention de nous croiser les bras. Nous allons créer un comité anti-bruit chargé de centraliser les plaintes des riverains d'aéroports, d'autoroutes et de voies rapides. Par ailleurs, nous allons mener une active campagne d'information au cours des prochaines semaines, notamment par voie d'affiches. Pour manifester notre détermination d'être enfin entendus des pouvoirs publics, nous allons multiplier les actions contentieuses sur tous les cas litigieux ». Il serait possible que, sans tarder, soient organisés des barrages sur certaines autoroutes et sur le périphérique.

J.-L.R.

PETITE ANNONCE

Organisme de formation permanente recherche formateurs (trices) (communauté socialiste toutes disciplines). Ecrire à Serge Bartolini, Résidence Bois Fleuri Bât. 1, place de Saint-Ouen, 13010 Marseille.

IL Y A DIX ANS... BEN BARKA



Le vieux clocher de Saint-Germain-des-Prés, le petit square jauni de feuilles, les immuables garçons des Deux-Magots entre les immuables tables de la terrasse... « Y eut-il jamais endroit au monde qui ressemblât moins à l'antichambre de la mort ? », se demandait Claude Manceron dans son livre « Cent mille voix par jour ». Et pourtant, ce vendredi 29 octobre 1965, à Saint-Germain-des-Prés, Mehdi Ben Barka voit pour la dernière fois des visages amis et des lieux familiers. Sur ce bout de trottoir, devant le Drugstore, peu après midi, il y a dix ans tout juste, se noue le destin du jeune leader du Tiers monde et commence l'un des plus grands scandales politiques du siècle.

Lorsqu'on est Ben Barka, combattant de la libération des peuples *(voir en page 18)*, on ne refuse jamais une arme. Et ce peut être une arme que ce film sur la décolonisation que lui a proposé un publiciste qu'il connaît depuis plusieurs années. Un beau projet, que réaliserait un cinéaste célèbre, Georges Franju, sous le titre « Basta ». Ben Barka a donc accepté d'en discuter à déjeuner chez Lipp ce 29 octobre, à 12 h 30, avec le publiciste, Franju et celui qui a pensé à Franju : Georges Figon, ancien truand reconverti dans le Tout-Paris plus ou moins littéraire.

I. OUFKIR DANS SA TOILE.

Ce que Ben Barka ne sait pas — ni Franju — c'est que le projet de film n'est qu'un prétexte et le déjeuner, un piège. Il ignore que derrière le publiciste et l'ex-truand, il y a un manipulateur d'envergure : son ennemi juré, le général Oufkir, ministre de l'Intérieur du royaume marocain, l'homme qui se croit plus fort même que le roi Hassan II — et qui, des années plus tard, en mourra.

Le complot contre Ben Barka, il y a des mois qu'Oufkir le tisse : dès avril, son fidèle Chtouki, chef des brigades spéciales, est venu poser quelques jalons en France, auprès du publiciste. Puis, en mai, a recruté une équipe d'exécutants.

Pas au hasard, évidemment : il faut bien que les liens de « coopération » entre policiers marocains et français, entre barbouzes des deux pays servent à quelque chose. Les hommes de main recrutés ainsi ne sont pas seulement remarquables par leur passé pénal ou, pour certains, par des particularités biographiques (Boucheseiche, qui fut lieutenant de Pierrot-le-Fou, Jean Palisse, ancien de la Gestapo, Pierre Dubail, ex-garde du corps de Jo Attia) ; surtout, ils ont en commun d'être de temps à autre utilisés par la police et par le « service Action » du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (Sdece). Tout comme Figon sert d'« indic » à Jean Caille, commissaire des Renseignements généraux, sur recommandation de son ami, le député U.n.r. et ex-chef de barbouzes anti-O.a.s. Pierre Lemarchand.

Le fameux service d'espionnage a d'ailleurs, depuis le début, un œil sur tout ce va-et-vient : celui d'Antoine Lopez, dit le Gorille, dit la Savonnette, honorable correspondant du Sdece à Orly, sous couverture de chef d'escale d'Air France. Etonnant personnage, copropriétaire d'hôtel de passe avec son ami Boucheseiche, lié également à la Mondaine et... ami aussi d'Oufkir. Dès avril, Lopez a obtenu de Chtouki tous les détails sur les projets d'Oufkir, qu'il est lui-même allé voir en mai. De tout cela, il rend compte à son chef au Sdece, le « colonel » Marcel Le Roy-Finville. Et aussi des entrevues qu'en septembre Figon et le publiciste ont eues avec Ben Barka au Caire, puis à Genève. Mais la filière est longue de l'honorable correspondant à Georges Pompidou, chef du Sdece en sa qualité de Premier ministre : combien de ces rapports l'ont remontée, et jusqu'à quel niveau ?

→

II. L'ATTENTAT DE MIDI.

Tout ce beau monde est donc fin prêt le 29 octobre. S'y sont adjoints — croyant, diront-ils, qu'ils avaient le « feu vert » de... très haut — deux policiers de la Brigade mondaine : Louis Souchon, une « relation » de Figon, et son adjoint Roger Voitot. Ils seront l'appât.

Excellent appât : ce 29 octobre, au moment où il va entrer chez Lipp avec un ami étudiant, Ben Barka n'a pas un haut-le-corps lorsque les deux policiers l'interpellent. Peut-être croit-il qu'il s'agit d'un scénario destiné à le mettre en contact direct avec Hassan ou un émissaire important — la sœur du roi est à Paris, Balafrej y était la veille — en vue d'une « ouverture à gauche » du régime chérifien, où l'on s'inquiète du poids de plus en plus écrasant d'Oufkir ? En tout cas, Ben Barka s'en remet à la plaque des policiers français et au fait que la voiture vers laquelle ils l'entraînent est une voiture de police officielle. Manceron écrit à ce propos : « Il est terrible de constater que Ben Barka s'est perdu parce que, comme beaucoup d'hommes du Tiers monde, il faisait confiance au général de Gaulle et se croyait protégé par la loi française ».

Encadré par Souchon et Voitot, Ben Barka se retrouve dans la voiture où sont déjà Lopez (grimé) et un faux-monnayeur de la bande, Julien Le Ny. Remarquable symbole de toute l'affaire, cette voiture : deux policiers, un agent du Sdece et un gangster, main dans la main, commettant un enlèvement au profit d'une puissance étrangère !

Peu après, la voiture arrive à Fontenay-le-Vicomte, dans une villa discrète appartenant à Boucheseiche, qui l'attend en compagnie de deux autres repris de justice. Lopez peut repartir tranquille avec les deux flics. Puis consacrer le reste de sa journée à rendre compte au Sdece et à joindre Oufkir au téléphone depuis sa propre villa, à Ormoy. « Tout s'est passé comme prévu... »

III. LA NUIT, DANS UNE VILLA...

Du moins Lopez le croit-il. Car il néglige un détail : l'étudiant ami de Ben Barka, qui a assisté à l'enlèvement et qu'on a laissé filer. Il va donner l'alarme, relayé dès le lendemain par Abdelkader, le frère de la victime.

Le samedi matin, la nouvelle du kydnapping commence à courir les milieux du Pouvoir : le téléphone fonctionne entre Edgar Faure, le ministre de l'Intérieur Roger Frey, le préfet de police Maurice Papon, les R.g... Et les journaux de l'après-midi répandent l'information — du moins le peu qu'ils en connaissent encore.

Tellement peu qu'il n'y a pas de quoi inquiéter les hauts personnages marocains qui vont débarquer ce jour-là à Orly. Lopez accueille tout le monde au pied de la passerelle : celle de l'avion de 14 heures par laquelle descend le commandant Dlimi, patron de la Sûreté marocaine ; celle de l'avion de 17 heures, d'où sort Oufkir en personne. Lopez veut conduire le général dans un hôtel près de l'Alma, où il a fait porter sa valise, mais Oufkir insiste pour aller loger chez lui, Lopez, à Ormoy. C'est-à-dire près d'Orly et près de Fontenay...

Sur cette nuit tragique, on sait peu de choses sûres, sinon que plusieurs allers-retours de voitures se font entre la villa et Orly. Pour le reste, il faut se fier à ce que



Hassan II.

raconteront plus tard les uns ou les autres : de nouveaux arrivants vers minuit, une conversation en arabe où reviennent — prononcés par Oufkir — les mots « avion » et « cargo », le ministre-général piquant une crise et lardant de coups de poignard sa victime ligotée, Ben Barka emmené mort ou chloroformé... Quand la nuit s'achève, Oufkir, Dlimi et Chtouki sont repartis, via Orly.

IV. AU SDECE : « PAS D'INITIATIVE ! »

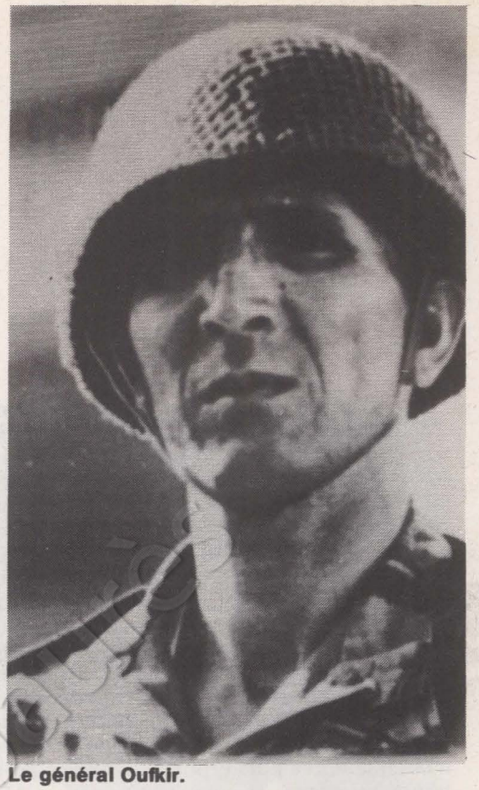
Le dimanche, le silence s'est installé, lourd, épais. Interrogé au téléphone par un officier de la brigade criminelle — saisie de la plainte d'Abdelkader — le Sdece se tait. De permanence à la Mondaine, Voitot ne dit rien non plus en voyant passer le télégramme de recherche concernant Ben Barka. C'est seulement le surlendemain mardi que les enquêteurs trouvent la piste de la villa de Fontenay. Et que deux hommes qui en savent long en racontent pas mal à des gens haut placés : le chef de Lopez, Le Roy-Finville, au directeur de la Recherche au Sdece, le colonel Beaumont ; le commissaire Caille — qui vient d'avoir, par Lemarchand interposé, des nouvelles de son protégé Figon et a tous les détails — au préfet de police, Maurice Papon.

L'enquête commence vraiment le mercredi 3 novembre, avec les aveux à la P.j. de l'homme qui a arrêté Ben Barka : le policier Souchon. Ce dernier amène aussi Lopez, mais celui-ci, très sûr de lui, n'accepte de parler que hors-procès verbal. Pourtant, le lendemain jeudi, Lopez doit se rendre à l'évidence : le Sdece n'a pas levé le petit doigt pour le « couvrir » — bien mieux, le colonel Beaumont a envoyé une note impérative : « Pas d'initiative ! » Du coup, Lopez signe ses aveux, cependant que la police perquisitionne à Fontenay et à Ormoy. En vain : les coupables se sont envolés.

Les truands du moins. Car les Marocains, eux, sont toujours là ! Tranquillement, Oufkir est revenu à Paris le mardi. Tranquillement, il rencontre Roger Frey à un cocktail du ministère de l'Intérieur. Tranquillement, il participe à un dîner à l'ambassade du Maroc, avec diverses personnalités françaises, et y évoque avec cynisme la disparition de Ben Barka. Tranquillement, il fait lui-même, cette nuit-là, payer par Dlimi 10 000 F à l'un des gangsters. Oufkir et son équipe ne reprendront l'avion pour Casablanca que le lendemain jeudi.

V. COMMENT LIQUIDER L'AFFAIRE.

Jeudi, c'est-à-dire le jour où l'affaire Ben Barka commence à devenir l'Affaire. Et passe sur le plan directement politique. On



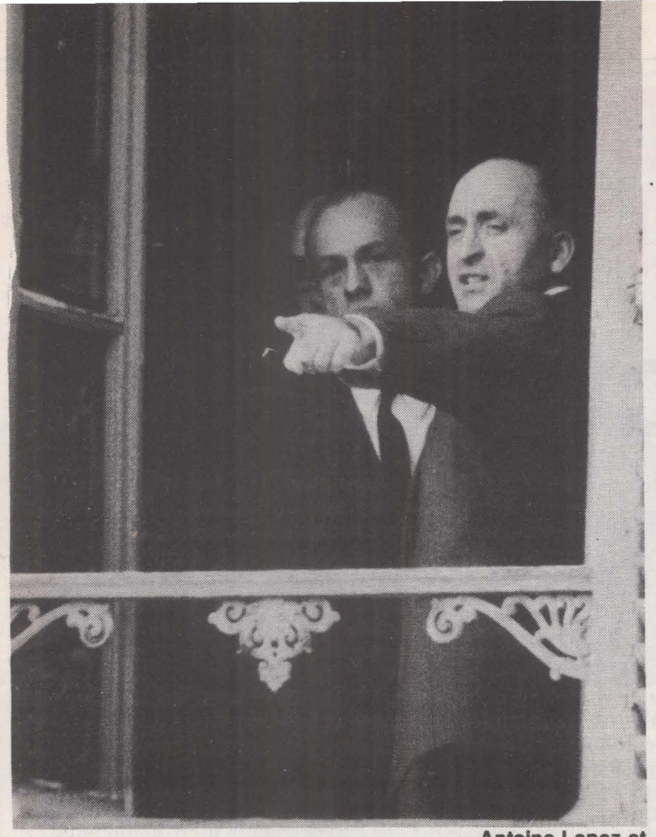
Le général Oufkir.



A la recherche du corps de Ben Barka.

est, à vrai dire, dans un contexte très particulier : c'est ce jour-là que le général de Gaulle annonce qu'il sera candidat à l'élection présidentielle de décembre 1965. Et, sur ce désastreux scandale qu'ils sentent naître en un tel moment, Pompidou, Frey et Couve de Murville, ministre des Affaires étrangères, se concertent en hâte ce matin-là : tout cela peut être d'un très mauvais effet, on doit à la fois sauver l'image de marque de la police française et, si possible, Ben Barka, tout en s'efforçant de ne pas compromettre les relations franco-marocaines. Il faut donc négocier avec Rabat et vite ! D'autant plus vite que le Président s'est fâché et prend lui-même une initiative : une lettre à la mère de Ben Barka, lui promettant que « la Justice passera », est transmise contre tout usage par l'ambassade...

Est-ce ce qui raidira le Pouvoir chérifien ? Toujours est-il que le négociateur français, le chef de cabinet de Couve de Murville — et lui-même futur ministre : Philippe Malaud — revient bredouille. Il n'a obtenu ni informations sur le sort de Ben Barka ni, bien sûr, la démission d'Oufkir.

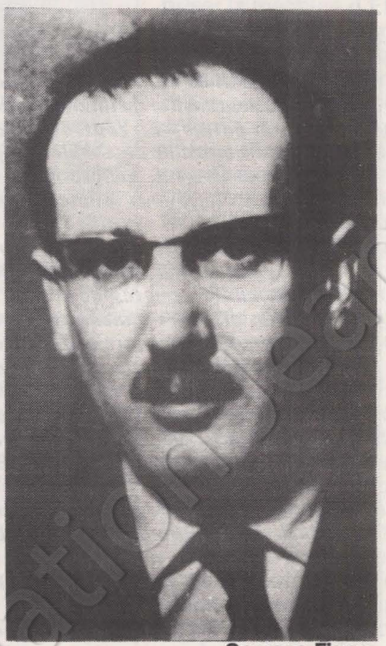


Antoine Lopez et le juge Zollinger.





Jacques Foccart.



Georges Figon.

A partir de là, on peut bien inculper Souchon et Voitot... — juste après d'ailleurs que Frey ait publié un communiqué « démentant que des policiers français soient mêlés à cette affaire »! L'enquête est bien enlisée : le secret d'Etat s'installe. On eût pu prévenir Ben Barka quand il était temps ; on eût pu, même encore le samedi, le délivrer ; on eût pu ensuite s'y prendre à temps pour, tout au moins, inquiéter ses bourreaux. Non... Il faudra François Mitterrand, dans sa conférence de presse du Lutetia le 17 novembre, pour protester : « Il convient de mettre un terme à l'activité malsaine d'un certain nombre de polices politiques... L'affaire Ben Barka est, et sera chaque jour davantage, la tragique illustration de ce que je dis... Le Sdece fournit ses hommes pour des entreprises douteuses... Lorsqu'on saura que des polices parallèles sont soutenues dans de nombreux cas par le ministre de l'Intérieur, dirigées le cas échéant par des hommes politiques, y compris des parlementaires membres de la majorité, on se dira qu'entre la politique, la police et la défense des honnêtes gens il n'y a plus corrélation. »

VI. LE VULGAIRE ET LE SUBALTERNE.

Sans doute ne sait-on alors que trop peu de choses encore sur l'Affaire et ne jouera-t-elle que peu dans ce grand événement qui intervient ici : de Gaulle en ballottage, de Gaulle obligé de se battre à fond jusqu'au 19 décembre face à François Mitterrand — le gaullisme a vacillé pour de bon. Il n'y a plus qu'un juge d'instruction ridiculisé par les refus de collaborer de la police et par un truand qui le nargue : Figon. Jusqu'au jour — le 17 janvier 1966 — où ce bavard, coincé par la police, se taira avec une étrange opportunité : « Figon s'est suicidé d'un coup de revolver qui lui a été tiré à bout portant », titrera « le Canard enchaîné ». Désormais, il n'y aura plus de contradicteur lorsqu'il s'agira de charger à fond les seuls Marocains. C'est de Gaulle lui-même, dans une conférence de presse le 22 février, qui s'en chargera : « Du côté français, ce qui s'est passé n'a rien eu que de vulgaire et de subalterne. » On a donc lancé contre Oufkir un mandat d'arrêt international et rappelé l'ambassadeur de France au Maroc. En septembre-octobre, le procès pour arrestation illégale et séquestration — prolongé en une 2e session en avril-juin suivants, ce qui ne s'était jamais vu ! — sera de la même eau : pas un dossier sérieux, tout le monde acquitté, sauf Lopez (8 ans de réclusion), Souchon (6 ans) et, bien sûr, les contumax : la bande à Boucheseiche et Oufkir.

Aujourd'hui, que sont devenus tous ces gens ? Il y a longtemps que les coupables condamnés sont sortis de prison. Les autres ne font plus parler d'eux, sauf le commissaire Caille, qui est devenu auteur de « polars » à succès. La destinée la plus étrange étant celle d'Oufkir, « suicidé » à la façon de Figon, 6 ans plus tard, après l'échec de son coup d'Etat de 1972 contre Hassan — ce dernier ayant pour sa part, trouvé en Giscard d'Estaing « un copain » plus compréhensif que de Gaulle, qui l'accusait en privé (conversation avec Vincent Monteil) d'avoir été « complice et instigateur du crime ».

Ainsi s'achèverait cette peu glorieuse page d'Histoire si, dix ans plus tard, des hommes et des femmes ne continuaient à empêcher qu'on enterre une deuxième fois Ben Barka. En 1965, c'est grâce à l'obstination de son frère Abdelkader qu'avaient pu être arrachées quelques bribes de vérité ; en 1975, c'est Bachir, le fils de Mehdi, qui porte plainte pour assassinat — le juge a été désigné mercredi — afin que ne joue pas la prescription.

De même, en 1975, refusent l'étouffement de ce crime politique ceux qui, déjà, l'avaient refusé en 1965. Ceux pour qui le moral de la police ou le maintien de nos bonnes relations internationales, bref la raison d'Etat, ne justifient pas tout, pas plus dans l'Affaire qu'en d'autres occasions. Ceux qui n'acceptent pas non plus les collusions entre milieux d'affaires et polices, polices et truands, truands et politiciens, politiciens et barbouzes dont la Ve République s'est fait une spécialité, aussi bien dans l'Affaire qu'en d'autres occasions.

Et ceux-là sont toujours du même côté. Ce sont les militants de gauche qui tenaient meeting mercredi pour qu'on n'oublie pas Ben Barka, écho prolongé des interventions publiques sur l'Affaire qu'avait seul osé faire François Mitterrand pendant les présidentielles de 1965, et du meeting que la seule gauche avait rassemblé en 1966 dans cette même Mutualité. Et, dans toutes ces occasions, les professionnels de « l'honneur de la France » étaient absents. Une fois de plus.

SERGE RICHARD

UN TEXTE INEDIT DE MEHDI BEN BARKA

Perspective révolutionnaire

Il y a dix ans, le 29 octobre 1965, Mehdi Ben Barka, leader incontesté de l'Union nationale des forces populaires du Maroc, combattant inlassable de la libération des peuples du Tiers monde, était enlevé en plein Paris et disparaissait à jamais. L'enquête et le procès qui suivit ne permirent pas de connaître la vérité sur cette disparition mais mirent en lumière la collusion des diverses forces politiques et policières, françaises et marocaines, qui y avaient intérêt.

L'assassinat de Mehdi Ben Barka ne pouvait cependant effacer le souvenir d'un homme dont la lutte courageuse contre le colonialisme et le néo-colonialisme, en Afrique, en Asie et en Amérique latine, a profondément marqué les années 50 et 60. D'abord militant au sein du mouvement de libération nationale marocain puis devenu, après l'indépendance, l'un des dirigeants du parti de l'Istiqlal, il se sépare de celui-ci en dénonçant son incapacité à traduire les aspirations du peuple. En 1959, il est l'un des principaux fondateurs du parti de l'U.n.f.p. — devenu aujourd'hui l'Union socialiste des forces populaires — à l'action duquel il va s'attacher à donner un contenu révolutionnaire et socialiste.

Impliqué dans un premier complot préfabriqué qui aboutit à l'arrestation de plusieurs dirigeants du parti — El Youssoufi, Basri — Ben Barka est contraint de s'exiler. Il parcourt le monde pour tisser de nouveaux liens de solidarité avec les différents mouvements de libération.

Il rentre au Maroc en 1962, au moment où s'achève la guerre d'Algérie, et il y prononce, le 1er mai, au 2e congrès de l'U.n.f.p. réuni à Rabat, un discours fameux que j'eus le privilège d'entendre sur place et dans lequel il définit l'option révolutionnaire qu'il souhaitait voir son parti adopter. Pour le gouvernement marocain, il est désormais l'homme à abattre. En novembre 1962, il échappe à une première tentative d'assassinat à l'occasion d'un « accident » provoqué par une voiture de police. Après les élections de 1963 qui montrent l'ampleur de l'adhésion du peuple marocain à ses thèses, un vaste mouvement de répression s'abat sur l'U.n.f.p. Plusieurs de ses dirigeants sont emprisonnés. Ben Barka, deux fois condamné à mort, est de nouveau contraint à l'exil. Sans cesse pourchassé, il n'abandonne pas un instant la lutte jusqu'à ce jour du 29 octobre 1965 où il tombe, boulevard Saint-Germain, dans une embuscade savamment tendue.

Quelques semaines auparavant, j'avais passé de longues heures avec lui dans l'appartement parisien où il avait trouvé refuge. Il m'avait expliqué pourquoi il souhaitait rendre public son rapport de mai 1962, jusque-là peu connu, et auquel l'échec du gouvernement de Rabat, aboutissant à une explosion de colère populaire suivie elle-même d'une nouvelle vague de répression, donnait une brûlante actualité.

Convaincu des responsabilités historiques de son parti, il soulignait qu'elles exigeaient de tous ses membres une vision claire des perspectives proches et lointaines en même temps qu'une cohésion et une discipline à toute épreuve. C'est l'enseignement qu'il a légué et qui se trouve dans ce texte que, dix ans après sa disparition, nous publions en hommage à la mémoire de Mehdi Ben Barka.

CLAUDE ESTIER

J'appelle perspective révolutionnaire la conclusion tirée à long terme de nos tâches démocratiques anti-féodales et de nos tâches anti-impérialistes. Je pourrais l'appeler aussi vocation socialiste s'il n'y avait aussi des risques de confusion dont je parlerai plus loin.

Au sens technique du mot, cela veut dire que toutes les tentatives de développer le pays dans le cadre libéral, comme essaie de le faire actuellement le régime sans d'ailleurs le dire ouvertement, sont inéluctablement vouées à l'échec. De multiples expériences ont démontré que la bourgeoisie nationale ne sait que profiter d'un développement inégalitaire fait sous la direction de l'impérialisme.

Le développement véritable ne peut se faire que par la mobilisation réelle de toutes les ressources nationales et par l'investissement travail. Mais cela n'est pas un problème de techniciens. C'est un problème politique au premier chef. Non seulement il faut que la répartition ne soit pas égalitaire, mais il faut encore une préparation idéologique telle que le but soit saisi à la fois comme nécessaire et juste. En dehors de cela, il n'y a qu'une exploitation démagogique du mot socialisme comme de multiples exemples de par le monde nous le montrent aujourd'hui.

Je voudrais préciser encore davantage la nécessité et la signification de cette formule « perspective révolutionnaire ».

Jusqu'à maintenant, chaque fois qu'on parle d'un programme, on débite un certain nombre de têtes de chapitre telles que : réforme agraire, nationalisation, planification. Or, non seulement on ne dit pas dans quelles conditions ces mesures doivent intervenir ni à quel moment précis, mais encore on ne dit jamais dans quel but on présente ces revendications. Car il ne s'agit après tout que de points de détail qui doivent mener vers quelque chose. C'est pour cette raison que n'importe quel groupement peut les reprendre dans la mesure où ils ne sont que des mots lancés dans l'abstrait.

En réalité un programme à long terme digne de ce nom doit répondre à trois conditions essentielles :

— il doit apporter la preuve qu'il est une nécessité absolue pour le développement de toute la nation ;
— il doit définir clairement le but qu'il se propose ;
— il doit préciser les moyens qui permettent d'y parvenir.

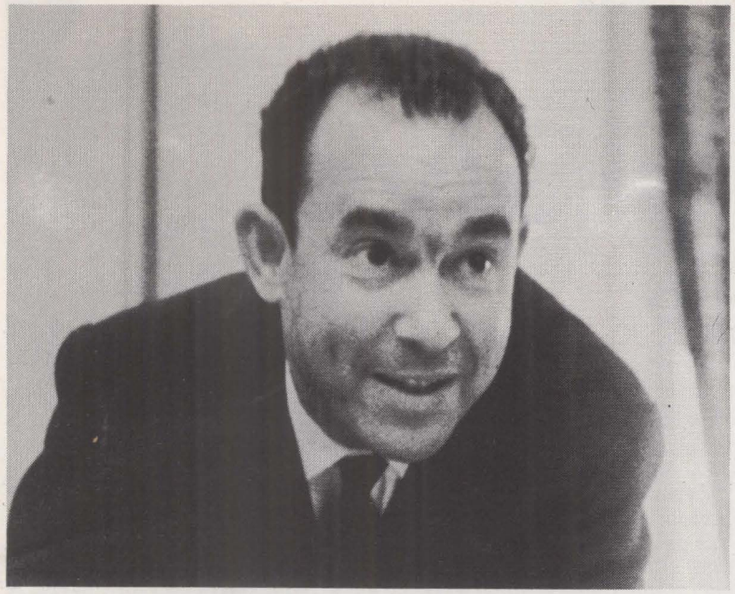
a) Un programme national de développement n'est pas la somme des intérêts de tous les groupes sociaux ni à plus forte raison d'un seul. L'expérience a montré que parfois les intérêts de deux groupes même révolutionnaires peuvent s'opposer ; en l'occurrence, la classe ouvrière dans ses intérêts étroits et les paysans (opposition qu'utilise parfois le régime actuel en remplaçant l'impôt foncier par des impôts indirects).

De même les intérêts des couches petites-bourgeoises peuvent tendre à préconiser une voie de développement capitaliste et s'opposer ainsi à l'évolution économique rationnelle, alors que ces couches présentent actuellement une force révolutionnaire certaine (des grèves artisanales peuvent avoir une teinte protectionniste retardataire nettement marquée ; de même que des petits commerçants peuvent s'opposer à la création de coopératives de consommation).

Seule une vue globale des nécessités du développement économique peut réconcilier ces différents intérêts.

Cette idée est souvent expliquée simplement lorsqu'on dit que la seule tâche urgente est de lutter contre le sous-développement. Mais justement le rôle du parti révolutionnaire que doit être l'U.n.f.p. est de démontrer qu'il s'agit d'organiser l'instrument capable de concevoir et d'appliquer les méthodes qui permettent de sortir du sous-développement.

b) Définir le but n'est pas s'affubler d'une étiquette si le but de construction du pays tend vers la recherche de moyens qui permettent d'avoir une société équilibrée, sans exploitation et hautement productive, la pratique de cette politique peut être qualifiée de socialiste dans un sens rigoureux. Mais le problème justement n'est pas de vouloir le socialisme dans l'abstrait, mais de commencer à bâtir réellement les bases de ce système économique et social. Le rôle d'un parti révolu-



tionnaire à l'heure actuelle n'est pas tellement de s'affubler d'un titre, que de montrer en quoi il se différencie de tous les pseudo-socialismes qui remplissent aujourd'hui le continent africain de leur vacarme. Dès lors, il apparaît absolument nécessaire de lutter contre les déviations et les mystifications concernant le socialisme, qui, comme étiquette fallacieuse, peut aussi bien couvrir un régime semi-fasciste, qu'un état féodal ou une création de l'impérialisme.

Pour nous, le contenu du socialisme scientifique se caractérise :

— par une solution correcte du problème du pouvoir grâce à la mise en place d'institutions politiques qui permettent un contrôle démocratique des masses sur l'appareil de l'Etat ainsi que sur la répartition des ressources et du produit national ;

— par une structure économique qui déracine les fondements de la domination de l'impérialisme allié de la féodalité et de la grande bourgeoisie parasitaire ;

— par une organisation politique et sociale qui encadre et éduque les masses en vue de mobiliser toutes les ressources nationales nécessaires à l'accumulation.

Comme pour l'unité africaine, on ne peut passer en un clin d'œil du capitalo-féodalisme au socialisme mais il est nécessaire de passer par une longue période pendant laquelle on construit les bases même d'une société socialiste.

c) en ce qui concerne les moyens, si donc il s'agit d'un long processus, il faut expliquer que toutes les options économiques du parti révolutionnaire, qui sont les points de son programme, ne sont pas par elles-mêmes le socialisme, mais que simplement elles lui préparent le terrain. La planification par exemple, est un moyen rationnel de choisir les points d'impact des investissements, les nationalisations dans les domaines agricole, industriel, commercial et bancaire — quand elles sont possibles et favorables — servent à augmenter les possibilités nationales d'investissement.

C'est dans ce contexte qu'apparaît toute l'importance d'une politique agraire révolutionnaire, non seulement pour briser les structures semi-féodales et capitalo-coloniales, mais aussi comme moyen de créer un marché intérieur et de permettre l'accumulation.

Nous devons tirer les leçons de la politique néo-colonialiste. Celle-ci, tout en reconnaissant sur une base strictement technico-économique la nécessité d'une réforme agraire comme seule base d'un développement accéléré, redoute en même temps, les moyens d'y parvenir. L'impérialisme s'oppose à cette réforme dès qu'elle est entreprise révolutionnairement car il voit bien qu'elle porte atteinte à ses positions politiques dans la mesure où sont trouvés ses alliés naturels et ses plus solides appuis.

Ainsi, dans notre option révolutionnaire, sur le plan des moyens, toute politique qui ne passe pas par la destruction radicale des structures semi-féodales et capitalo-coloniales ne peut que faire le jeu du néo-colonialisme malgré ses prétentions à l'industrialisation, à la planification et même au socialisme.

Cette perspective révolutionnaire a donc une valeur politique certaine, non seulement parce qu'elle permet de définir à chaque instant ce que nous sommes, mais surtout parce qu'elle a une valeur idéologique. C'est elle qui donne un sens global à chaque réforme qu'il faudra faire aboutir et éviter qu'elles deviennent un but en soi ou un mot d'ordre abstrait et démagogique.

C'est cette perspective révolutionnaire aussi qui permet une cohésion parfaite entre les cadres et les militants de notre mouvement, dans la mesure où ils ont un moyen scientifique d'analyser les situations politiques et les mesures économiques prises ou réclamées pour leur faire face. Elle leur permet de comprendre le contenu de chaque étape et de la classer dans le processus d'ensemble, A tout moment la politique économique, fiscale, monétaire, ou même étrangère pourra être jugée, non pas en tant qu'elle intéresse telle ou telle couche sociale mais en tant qu'elle accélère ou retarde le développement de la nation.

Ainsi, la perspective révolutionnaire nous permet de disposer d'un cadre d'ensemble dans l'espace et dans le temps, où nous pourrons inscrire les mesures qui correspondent à une conjoncture donnée et, que nous nous fixerons comme objectif partiel jalonnant notre longue marche vers nos buts essentiels.

C'est pour cette raison que notre « programme » n'existe et ne se précise que par les programmes immédiats qui lui donnent un contenu réel de même que chaque point du programme immédiat prend un sens global et ne devient plus un but en soi.

Mais il faut préciser quelle relation doit exister entre un programme minimum et les objectifs immédiats d'une part, la perspective révolutionnaire et les buts ultimes d'autre part.

Objectivement, il y a une période plus ou moins longue qui se déroule entre la fin de la libération et le point à partir duquel on peut jeter les fondements d'une véritable action révolutionnaire. A moins de briser la machine d'Etat coloniale, comme on l'a fait au Vietnam, cette période de pause est généralement assez longue.

Cette pause coïncide exactement avec le temps requis par l'expérience populaire pour que l'Etat indépendant et néo-colonialiste apparaisse sur le plan économico-social comme le parfait héritier de l'Etat colonial. Mais pour que cette expérience soit concluante il faut que l'Etat national apparaisse comme réellement majeur et responsable et ne puisse plus faire endosser ses échecs aux seules intrigues étrangères. Autrement dit, il faut que l'Etat apparaisse comme celui de la féodalité et de la bourgeoisie « compradore » et que cette classe dirigeante montre qu'elle ne peut se couper de l'impérialisme étranger.

Mais autant une opposition fondée sur la critique des moyens est possible dans un pays développé, autant l'expérience a démontré jusqu'à maintenant qu'elle n'est pas capable de remporter des résultats décisifs dans un pays sous-développé ou dans un stade transitoire.

Il est évident que lorsqu'on se cantonne dans la pure tactique, sans aucune ouverture stratégique, ou bien on se fait voler sa propre politique, ou bien on apparaît sous un jour opportuniste.

La nécessité du choix révolutionnaire est donc plus impérieuse que jamais mais aussi apparaît la nécessité du programme minimum capable de mobiliser toutes les énergies au sein et autour de l'U.n.f.p.

La situation actuelle au Maroc rend indispensable l'union la plus large de toutes les couches révolutionnaires de la société. Leurs intérêts lointains ne sont pas les mêmes mais elles peuvent être unies sur un programme qui soit d'importance nationale.

Aucun parti révolutionnaire, pendant la période de lutte nationale et démocratique n'a pu s'empêcher d'avoir un tel programme minimum différent des perspectives à long terme et qui forme d'ailleurs la condition du soutien du gouvernement en place et éventuellement de sa participation. Le problème du programme minimum est ainsi lié à celui du rythme de la révolution dans un pays. Personne ne peut prévoir avec exactitude la succession des périodes de flux et de reflux de la révolution.

Quel devrait être ce programme minimum dans les circonstances présentes et compte tenu de la définition claire de notre stratégie à long terme ?

Ce programme sera nécessairement un moyen terme entre les buts que nous poursuivons et l'état de fait actuel, tout en nous permettant d'avancer vers ce but. Il doit donc comporter les conditions indispensables sans lesquelles aucun compromis n'est possible, et les éléments d'accélération, c'est-à-dire qui empêchent toute stagnation.

La condition indispensable pour nous c'est évidemment le règlement du problème démocratique.

Les éléments d'accélération semblent se résumer à l'heure présente aux trois points suivants :

— solidarité anti-impérialiste ;

— solidarité réelle avec l'Algérie ;

— et enfin, plus que tout, comme mot d'ordre de tous les jours et comme éléments de la démocratisation du pays, la réforme agraire.

Ce programme peut servir de cadre pour un compromis avec les autres formations politiques et avec le pouvoir, comme également il sera pour nous le levier de la refonte radicale du régime. Celui-ci ne peut s'engager dans la voie qui est tracée par ce compromis sans se trouver acculé à changer de signification et de contenu.

La situation en Afrique, en Algérie, au Maroc même peut rendre nécessaire un compromis pour nous comme pour tout mouvement révolutionnaire, cela n'est pas dangereux dès lors que l'on sait allier les deux voies : l'une à long terme, l'autre à court terme, simultanément. Choisir sur le double plan de la stratégie et de la tactique, c'est s'ouvrir la voie de l'action, et présente et future.

LE FRANQUISME ORDINAIRE

L'Espagne vit au rythme des communiqués médicaux qui, chaque matin et chaque soir, lui donnent l'état de santé officiel de Franco. Un léger mieux, puis le pire, encore un léger mieux, etc. Au 26e communiqué médical, il est temps de faire un compte provisoire des points. Le prince Juan Carlos, successeur désigné du Caudillo, n'est pas parvenu à se faire donner à titre définitif le pouvoir. Et cette longue attente lui fait encore perdre un peu de son crédit.

La camarilla du Pardo menée par le médecin gendre de Franco, le marquis de Villaverde, est là. Et bien là. Elle est parvenue, pour le moment, à bloquer tout processus de passation des pouvoirs. Et elle seule peut jouer les améliorations et les aggravations de l'état de santé du malade pour favoriser tel ou tel clan.

Les ultras ont relevé la tête. Pour eux, ce combat est celui de la dernière chance. Deux solutions leur sont offertes : ou faire de Juan Carlos leur otage, ou prendre le pouvoir par personne interposée.

La droite modérée qui se reconnaît souvent dans la personnalité de Don Juan, comte de Barcelone et père de Juan Carlos, observe un silence prudent. Son heure n'est pas encore venue.

Personne aujourd'hui n'est capable de dire quel clan l'emportera provisoirement. La bagarre au couteau se déroule dans l'ombre. Loin de tout regard.

La gauche, elle aussi, se prépare à l'après-Franco. Dans la clandestinité, elle mobilise ses militants pour l'heure H. Dans nos colonnes, le secrétaire général du P.s.o.e., Felipe Gonzalez, et celui du P.c.e., Santiago Carrillo, ont précisé comment ils voyaient le combat à mener pour que la cause de la démocratie et du socialisme triomphe en Espagne **(voir « l'Unité » du 10 octobre dernier).**

En attendant, sans doute pour se maintenir en forme, la police espagnole vient de procéder à de nouvelles arrestations. En particulier en Catalogne et au Pays basque. Le franquisme, c'est aussi une longue histoire.

Le 1er avril 1939, la radio du gouvernement de Burgos publiait un communiqué, signé du « généralissime Franco » annonçant que « aujourd'hui, après avoir fait prisonnière l'armée rouge et après l'avoir désarmée, les troupes nationales ont atteint leur dernier objectif militaire : la guerre est terminée. » Petit détail : le signataire était au lit, avec une forte grippe. Maître incontesté de l'Espagne à 47 ans, un petit microbe lui bouchait le nez.

Pas assez sans doute pour effacer l'odeur du sang. Celui déjà versé et celui qui allait venir. Car Franco n'est pas Bonaparte : il ne proclamera pas l'amnistie. Une atroce répression va s'abattre sur l'Espagne. Le comte Ciano constate qu'en juillet, trois mois après la fin de la guerre, on exécute « de 200 à 250 (personnes) par jour dans la seule Madrid ; 150 à Barcelone ; 80 à Séville, qui ne tomba jamais aux mains des rouges... » En février Franco, lorsqu'il avait su que le gouvernement britannique comptait intervenir pour obtenir une paix honorable entre les belligérants de la guerre civile, avait déclaré publiquement : « Nous avons gagné. Les rouges doivent se rendre sans conditions ». Une réponse identique sera faite aux envoyés du général républicain Casado, à la fin de mars : il est même précisé que seront déférés devant un tribunal les coupables de délits, mais également « les individus convaincus d'activités dangereuses », la seule garantie accordée étant qu'« aucun citoyen ne subira une peine d'une durée plus longue que ne l'exigera son châtiment ou son amendement ». L'amendement par la mort sera la règle pendant plusieurs mois et continuera jusqu'en 1975 à être un des moyens auxquels ne répugnera jamais le gouvernement franquiste.

Bonne conscience d'inquisiteur

Car — et c'est un point qui ne sera jamais assez souligné — le franquisme est un ordre moral conservateur. En cela, il diffère du fascisme italien et du nazisme allemand, qui ont intégré pêle-mêle des attitudes de droite et des attitudes de gauche. La Phalange de Primo de Rivera avait essayé de transposer en Espagne le modèle fasciste. Franco le brisera, mettant même en prison et faisant condamner à mort, avant de le grâcier, le successeur de Rivera, Hedilla, en pleine guerre, pour obtenir un serment d'allégeance des phalangistes. De même, alors que la plupart des généraux insurgés souhaitaient garder le drapeau républicain, Franco choisira de donner satisfaction à l'aile la plus passéiste de l'insurrection, les carlistes navarrais, en adoptant le drapeau sang et or de la vieille monarchie. C'est la main de Dieu et celle de la tradition qui ont mené le Caudillo à la victoire, au nom d'une « croisade » qui agaçait souvent le « prolétaire » Hitler ou l'ex-socialiste Mussolini. Franco était en réalité beaucoup plus proche de Salazar que des grands dictateurs d'Europe centrale et, alors qu'on peut parler de « révolution fasciste », seul le mot « réaction » définit ce que fut la tentative franquiste.

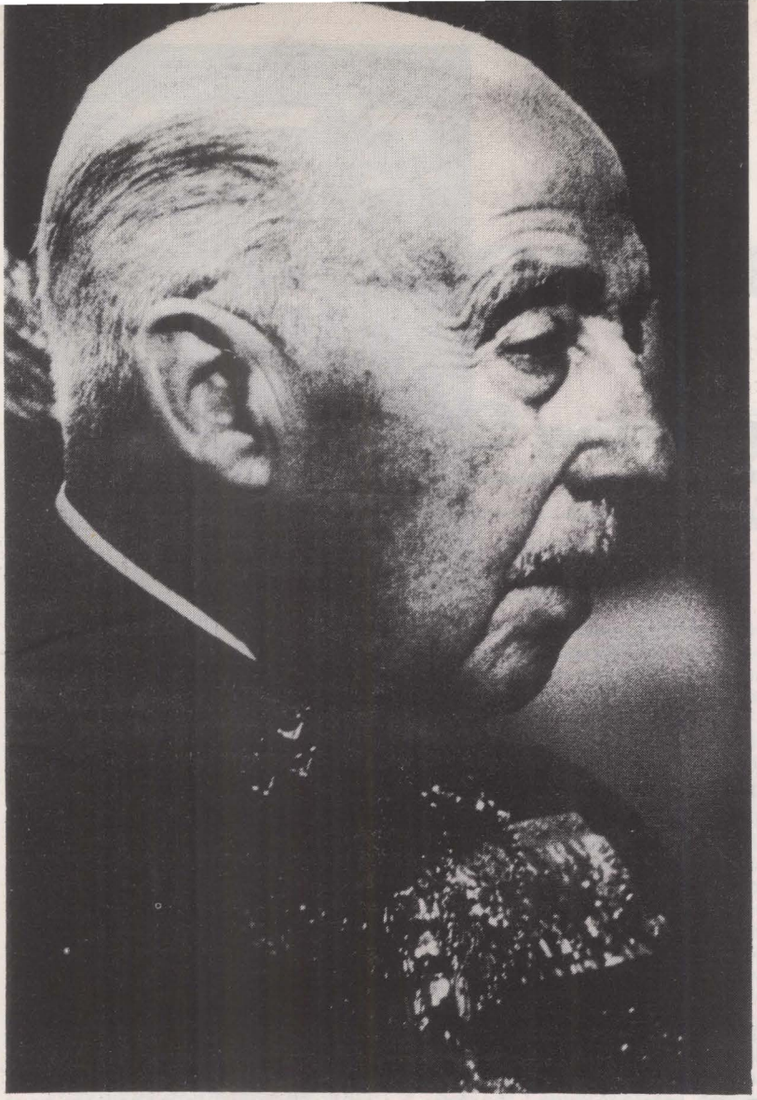
Tout conduisait Franco et les forces qui le soutinrent à ce qu'il en soit ainsi. L'Espagne demeurait, à la veille de la guerre civile, un pays arriéré, peuplé encore d'une masse d'analphabètes, malgré les efforts d'une République qui n'avait — ne l'oublions pas — que 5 ans d'existence, dominée par de gros propriétaires terriens, par une bourgeoisie partiellement d'ancien régime, fournissant à l'armée et à l'Eglise des cadres qui raisonnaient avec deux siècles de retard. La classe ouvrière, concentrée dans quelques régions — les Asturies ou la Catalogne — et dans les grandes villes, représentait encore une force très minoritaire, travaillée par des mouvements contradictoires ou infantiles, capable de plus de spontanéité que d'organisation. Quant à la bourgeoisie libérale, elle en était souvent à Voltaire.

Franco appartenait à cette moyenne bourgeoisie, oscillant entre une soumission superstitieuse à l'Eglise et un anticléricalisme laissé par le siècle des lumières. Né en Galice, c'est-à-dire dans une région bien peu conforme à l'idée ensoleillée qu'on se fait de l'Espagne, plus proche de la Bretagne ou de la Cornouaille que de la Castille, c'était un personnage effacé, timide, sans brillant. Rêvant d'être marin, il fut obligé de se contenter de l'armée de Terre, dans laquelle





Toujours les tableaux de chasse ...





Juan Carlos.

il entra comme on entre en religion, mû par un sens du devoir, de la discipline et de la hiérarchie qui allait souvent lui tenir lieu de raison ou de cœur. Volontaire pour la guerre du Rif, il y fera preuve dès 1912 d'un réel courage physique, d'une parfaite adaptation à la vie des camps et d'une férocité tranquille pratiquée avec la bonne conscience d'un inquisiteur sûr d'être la main de Dieu. Cette férocité, les Asturiens en connaîtront deux fois les effets avant la guerre civile : en 1917 et en 1933, lors des insurrections de cette région avide de dignité.

Car Franco est légaliste, et pas seulement par prudence ou par calcul. Le gouvernement en place, qu'il soit monarchiste ou républicain, est le bon. Il faudra la victoire du Front populaire, en février 1936, pour le faire changer d'attitude, avec d'ailleurs une discrétion qui justifie la réputation de ruse qui lui sera acquise plus tard. Certes, sa réputation militaire est grande et sa promotion a été rapide : la République en a fait le chef d'état-major général et il faudra le gouvernement Azana pour le mettre sur la touche aux Canaries après la victoire électorale de la gauche. Mais, alors que les « républicains » Cabanellas (qui était franc-maçon) et Queipo de Llano, le monarchiste Mola et l'ambitieux Sanjurjo complotent à visage découvert, Franco se montre si souple que sa participation à l'insurrection sera jusqu'au dernier moment mise en doute dans les rangs gouvernementaux.

La suite est simple : Franco quitte les Canaries à bord d'un avion anglais et rejoint le Maroc espagnol occupé par les insurgés, qui lui confient leur commandement. Un problème : comment faire passer l'armée d'Afrique en Espagne, alors que Mola est isolé en Navarre, Queipo de Llano à Séville, que l'insurrection a échoué en général ailleurs, que, providentiellement, Sanjurjo s'est tué dans un accident d'aviation et que la flotte, dans sa majorité, reste fidèle au gouvernement ? Franco, après avoir en vain tâté le terrain du côté de Londres, se tourne vers Mussolini qui, tout enfiévré de la victoire éthiopienne, lui envoie les premiers avions nécessaires à la protection des convois qui conduiront en métropole les Marocains, la Légion et les soldats de métier.

Les nerfs d'Hitler

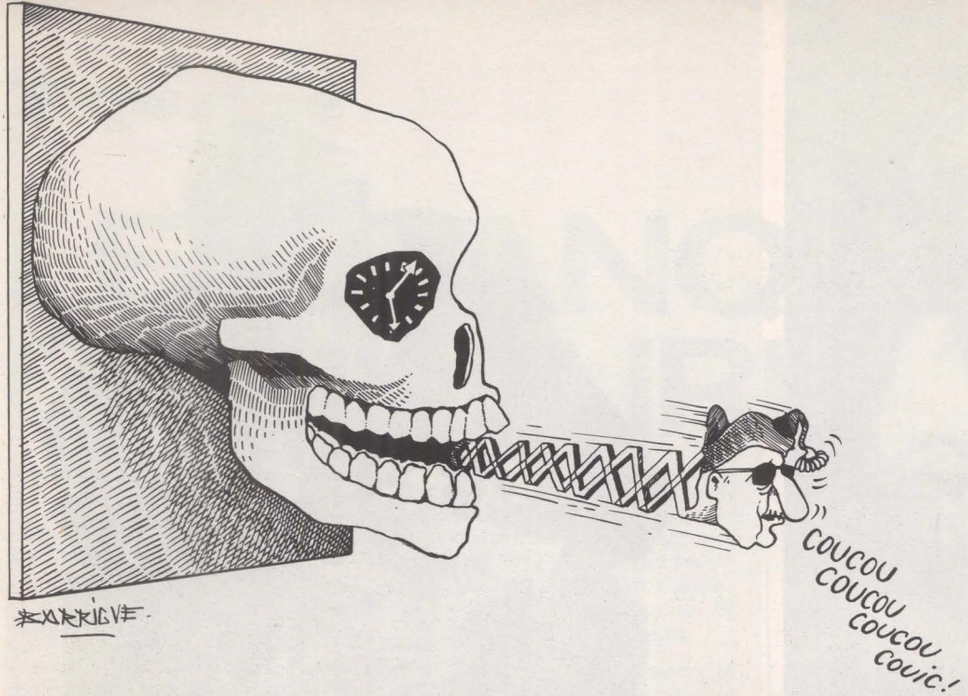
Le fer de lance, mené notamment par les généraux Yaguë et Varela, assurera la jonction avec les insurgés du Nord, après le franchissement du col de Somosierra, qui avait déjà rendu stratégiquement célèbres les campagnes napoléoniennes. En octobre 1939, les généraux confieront à Franco le commandement suprême, transformé, grâce à une astuce du frère du généralissime, en situation de chef de l'Etat combinée à celle de chef de gouvernement — situation conservée jusqu'en 1973.

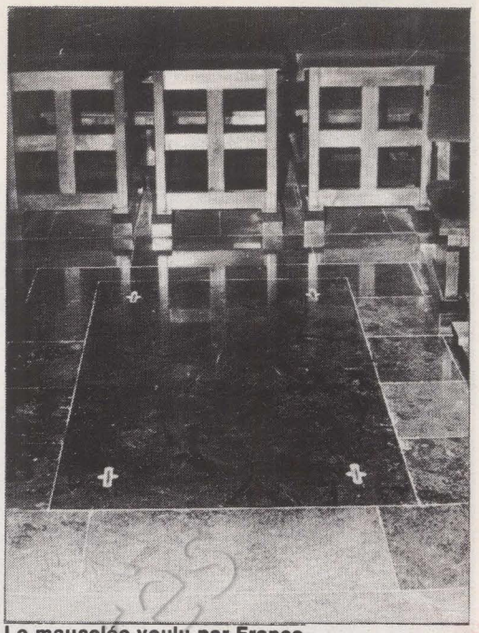
Tout est ainsi en place. Il faut d'abord gagner la guerre. L'aide des Allemands et des Italiens, la faiblesse des démocraties et les incertitudes de la politique soviétique y aideront de façon décisive, ainsi d'ailleurs que les déchirements internes du camp gouvernemental. Mais Franco, pour les raisons déjà indiquées et sans doute sous l'influence de Salazar, n'éprouve qu'une sympathie relative pour ses alliés de Berlin et de Rome. Dès avant la fin de la guerre civile, il fera connaître à Londres son désir de neutralité dans l'hypothèse d'un conflit mondial.

A partir de 1939, il lui faudra jouer serré. Le pacte germano-soviétique a augmenté sa méfiance à l'égard d'Hitler. Son Espagne est bien la seule qui a lutté, les armes à la main et sur les champs de bataille, contre les Rouges et le communisme. D'autre part, le Galicien regarde vers l'Atlantique : après la défaite française de juin 1940, l'Allemagne n'a plus, provisoirement, qu'un adversaire : l'Angleterre.

Or, Franco, qui continue à recevoir des mises en garde de Salazar, ne veut pas faire la guerre à l'Angleterre. Lors de l'entrevue d'Hendaye avec Adolf Hitler en octobre 1940, il refusera, après des heures de discussions épuisantes pour les nerfs du maître de l'Allemagne, de s'engager. L'Espagne, dit-il, est sortie exsangue de la guerre civile : un million de morts sur 24 millions d'habitants, une industrie anéantie, une reconstruction à peine engagée. Qui la garantirait contre les attaques anglaises et peut-être un jour américaines ? Qui protégera ses côtes, et peut-être celles du Portugal, contre une invasion maritime ? Franco connaît l'Histoire de son pays et évoque le front ouvert par Wellington en réplique à l'occupation napoléonienne. Bien sûr, Gibraltar est une tentation, mais est-ce que l'Allemagne pourra fournir le blé et les matières premières en cas de blocus de l'Espagne par la flotte britannique ? Peut-être pourrait-il convaincre le peuple espagnol de s'engager si une partie des territoires français d'Afrique du Nord lui revenait. Hitler est bien embarrassé : il ne peut garantir ni la protection militaire, ni le ravitaillement, ni même une Afrique du Nord déjà revendiquée par les Italiens et laissée aux Français dans l'espoir d'un retournement des alliances de ceux-ci. Il partira sans avoir

→





Le mausolée voulu par Franco pour accueillir sa dépouille.

LE FRANQUISME ORDINAIRE

rien obtenu de mieux que des paroles de sympathie et l'affirmation que, dans le combat antibolchévique — qui n'est pas à l'ordre du jour — l'Espagne sera présente. Elle le sera, en effet, de 1941 à 1943, sous une forme prudente : l'envoi d'une division de volontaires, la division Azul, qui permettra en outre à Franco de se débarrasser d'une bonne partie des phalangistes impénitents et de calmer les fascistes espagnols « orthodoxes » qui lui reprochent son attentisme.

Frein au "décollage"

Qu'on ne s'y trompe pas : cette attitude n'est pas seulement la conséquence d'une roublardise galicienne ou d'un sens politique évident des intérêts de l'Espagne. Elle tient, répétons-le, à la spécificité du franquisme, qui n'est pas un fascisme comme les autres. Cet Etat traditionaliste et confessionnel n'est pas de l'âge de l'Etat national-socialiste et, s'ils ont en commun la dictature, la violence et la défense de la grande propriété capitaliste, tout les sépare lorsqu'il s'agit des mentalités, des mœurs et des fondements idéologiques.

A partir de 1943, Franco, soit directement, soit par le truchement du gouvernement salazariste, va chercher à convaincre les Alliés occidentaux du danger soviétique. Il n'est pas le seul à vouloir dresser les Anglo-Américains contre l'U.r.s.s. et échouera comme les autres. Il n'y gagnera,semble-t-il, que la garantie de ne pas être entraîné dans le désastre nazi. C'était, pour lui, l'essentiel. Il lui suffira de tenir jusqu'au début de la guerre froide pour se croire un précurseur. Les Etats-Unis, en tout cas, dès 1947, négocieront avec le régime franquiste des accords commerciaux et militaires. Ils seront progressivement suivis par tous les autres gouvernements, tant à l'Ouest qu'à l'Est. En guise de concessions « démocratiques », Franco organise alors un référendum sur la succession au sein de « l'Etat catholique, social et représentatif » et promulgue une amnistie très partielle.

Avec les années 50, commence le bouleversement économique. Les crédits américains, la reprise des relations commerciales internationales et les devises apportées par un flot croissant de touristes permettent une transformation profonde des structures de production. L'Espagne « décolle » économiquement, ce qui est porté aujourd'hui au compte du régime par ses défenseurs. Or il n'y est pratiquement pour rien : bien au contraire, le système franquiste sera un frein. D'une part, comme tous les régimes totalitaires, il couvre un gaspillage inouï et des scandales financiers dignes de ceux du règne de Napoléon III. D'autre part, faute d'accompagner le changement économique d'une évolution politique, il crée les conditions d'une crise nationale qui est loin d'être résolue et qui, par elle-même, est un facteur révolutionnaire. Certes le réalisme n'est pas absent de l'action du régime, qui pratique l'ouverture indifféremment en direction des pays capitalistes, de Cuba, de l'U.r.s.s. et des nations arabes et africaines. La traditionnelle devise « Enrichissez-vous » est au centre de cette action, avec, en plus, l'envie d'assurer la gloire et l'autorité de l'Espagne. Mais pour Franco, qui est de plus en plus le régime à lui tout seul, il s'agit beaucoup plus de poursuivre des actions d'équilibre entre les différentes forces susceptibles de le soutenir, l'armée, le capital, l'Eglise, que d'une volonté consciente et délibérée de transformer l'Espagne en un Etat moderne.

Le passé, donc le roi

« Le régime que nous possédons aujourd'hui, affirmait Franco en 1962, n'a pas été hypocritement fondé sur quelques bulletins de vote, nous l'avons conquis à la pointe de nos baïonnettes et avec le sang des meilleurs d'entre nous ». On peut toujours prétendre, avec quelque raison, que l'Espagne a changé. Franco, quant à lui, n'a pas changé. La croisade de 1936 se poursuit et cette continuité ne peut s'expliquer seulement par un vieillissement sclérosant. Le Caudillo est l'homme d'une seule idée, sans doute parce qu'il lui était impossible d'en avoir plusieurs. Cette étroitesse d'esprit avait été sensible aux officiers de la sinistrement célèbre légion Condor — une élite nazie qui s'exerça en Espagne, notamment à Guernica. Franco, disaient-ils en substance, n'a pas plus d'idées stratégiques qu'un général de brigade.

Une majorité sans doute du peuple espagnol acceptera longtemps le système parce qu'elle est dominée par la peur d'une aventure et que, depuis la guerre civile, l'aventure a eu le cou tordu de l'autre côté des Pyrénées. Il faudra attendre l'arrivée à la vie adulte de générations nouvelles, pour qui la guerre civile n'a pas été une expérience vécue, pour que l'opposition puisse reconstituer une base de masse dans toutes les couches de la population. Et pour qu'éclate la contradiction entre un système politique archaïque et une évolution économique ayant ramené l'Espagne dans le peloton des nations européennes. Alors, il reste à Franco à tenter de prolonger le franquisme : n'est-ce pas une preuve supplémentaire des réactions passéistes du Caudillo que de constater que, à la différence de Salazar, il ne pensera à rien d'autre qu'à la monarchie pour assurer la pérennité du régime ? N'y voyons pas, en effet, une concession de circonstance aux clans monarchistes, d'ailleurs bien divisés, mais plutôt un exemple de cet attachement viscéral à la tradition, de cette croyance innée à une continuité espagnole qui doit ignorer et la révolution démocratique bourgeoise du siècle dernier et a fortiori la montée politique du prolétariat ouvrier. Le franquisme est jusqu'au bout le rétablissement de la tradition et Franco a le réflexe des continuateurs de Cromwell : ce pouvoir absolu qui est le sien, il n'imagine pas lui donner un autre avenir qu'une réponse du passé.

Ce vieillard qui refusait la mort depuis plus de deux ans avait-il vu que les bases de cette tradition étaient en cours d'effondrement ? Que l'Eglise dans sa majorité, avait trouvé dans la réforme engagée par Jean XXIII les apaisements au malaise qu'elle ressentait devant ses propres réserves à l'égard du régime ? Que l'armée, au contact des officiers occidentaux, commençait à être travaillée par des mouvements contradictoires, bien avant l'exemple du Portugal ? Que la bourgeoisie enrichie supportait de plus en plus mal les méthodes gouvernementales ? Certes, parce que le franquisme a ce caractère national déjà souligné, parce qu'il n'est pas un quelconque fascisme, mais la tentative de faire revenir un peuple vers les moyens et les méthodes de sa grandeur passée, sa base populaire n'est pas négligeable, ainsi que les derniers événements l'ont rappelé opportunément. Mais elle est à l'image de celle qu'on trouvera dans toutes les vieilles nations lorsqu'on y manie les thèmes de la grandeur passée. C'est-à-dire qu'elle peut freiner, mais ne peut pas arrêter le cours de l'Histoire.

CLAUDE FUZIER



changer la vie politique

LA POLICE AU C.E.A.

Les organisations syndicales C.f.d.t., C.g.t., F.o. du Commissariat à l'énergie atomique ont organisé lundi une marche pour protester contre le démantèlement du C.e.a. **(voir notre précédent numéro).** Cette manifestation devait se rendre à l'Espace Cardin, où la direction du C.e.a. offrait un cocktail pour le 30e anniversaire de cet organisme.

Les manifestants ont été arrêtés par les forces de police sur le pont des Invalides, où de nombreux manifestants ont été frappés tandis qu'une jeune femme voyait son sac, contenant tous ses papiers, jeté volontairement dans la Seine.

De petits groupes — au total, une cinquantaine de personnes — ayant atteint l'Espace Cardin ont été chargés par la police, après un ordre venu d'un commissaire : « Maintenant ça suffit, on se les fait ! » Plusieurs passants ont été brutalisés. Cinq policiers ont entouré un manifestant isolé, l'ont matraqué et traîné sur le sol. Il s'agit d'un dessinateur, Yves Baillon, 39 ans, depuis 12 ans au C.e.a., qui a été blessé au visage et atteint de contusions multiples. En fin de compte, le directeur du C.e.a., André Giraud, qui sablait le champagne à l'intérieur avec le ministre Michel d'Ornano, est sorti pour faire cesser les brutalités et faire transporter le blessé chez un médecin.

Les travailleurs du C.e.a. et leurs organisations syndicales, conscients de se battre pour l'intérêt de la collectivité, dénoncent la violence policière et le climat d'intransigeance entretenu par le Pouvoir à leur encontre.

LES SOCIALISTES A L'IMPRIMERIE NATIONALE

Entouré par les membres de la section socialiste d'entreprise créée en janvier dernier et qui compte déjà une trentaine d'adhérents, Claude Estier est venu dialoguer lundi à midi avec les travailleurs de l'Imprimerie nationale, rue de la Convention. Ceux-ci lui ont exprimé leurs craintes de voir l'activité de l'entreprise, qui compte environ 2000 salariés auxquels s'ajoutent ceux de l'annexe ouverte à Douai, sensiblement réduite au cours des prochaines années. Dans cette entreprise, qui compte déjà une forte cellule communiste, l'activité de la section socialiste contribue à faire prendre conscience aux travailleurs concernés qu'en favorisant des sous-traitants privés, la politique du Pouvoir aboutit, là comme ailleurs, à déposséder des entreprises nationales et à mettre en danger la sécurité de l'emploi.

LA REPONSE DE LENS

C'est un événement politique de portée considérable qui s'est déroulé samedi dernier à Lens, où plus de 1 500 travailleurs socialistes du Nord et du Pas-de-Calais s'étaient rassemblés. Leur objectif prioritaire : implanter le P.s. dans les entreprises.

André Delelis, député-maire de Lens, présidait les débats de cette convention régionale. Il s'est particulièrement réjoui que les travailleurs aient décidé de tenir leur premières assises « au cœur de ce bassin minier qui souffre, qui offre la plus forte concentration de chômeurs au km2 et dont les hommes continuent à mourir au fond de la mine. »

Ce fut ensuite un long et fructueux débat auquel participèrent de nombreux militants, après que Bernard Lebrun, délégué fédéral du Nord aux entreprises, eut présenté le rapport très complet soumis à la convention par une équipe de militants réunie sur le plan régional. Y étaient analysées, entre autres, les relations qui devront s'établir au niveau des entreprises entre les syndicats et les partis, les uns et les autres ayant leur rôle spécifique à jouer.

Daniel Percheron, secrétaire de la Fédération du Pas-de-Calais, soulignait la nécessité d'une formation des futurs animateurs des sections d'entreprise et réclamait dans son intervention la création d'une école régionale de formation. « A partir de janvier 1976, déclarait-il, il faut que la formation des militants soit déclarée socialiste, gratuite et obligatoire ».

Pierre Bérégovoy, secrétaire national, insistait sur le fait qu'aucun parti, qu'aucun courant de pensée ne peut prétendre s'identifier seul avec la classe ouvrière. Pierre Mauroy le rappelait : « Pour améliorer la qualité du combat de la gauche, la meilleure réponse que puissent apporter les socialistes est bien d'avoir rassemblé plus de 1 500 militants à Lens pour une participation plus efficace aux luttes des travailleurs... Nous sommes ici pour montrer le visage renouvelé de notre contrat avec la classe ouvrière et, au-delà de la classe ouvrière, avec tous ceux qui se réclament du front de classe. Ce qui explique le succès et la poussée de notre Parti, c'est que partout dans le monde où la liberté est en cause, nous sommes du côté des opprimés pour défendre la liberté, du côté des travailleurs contre les patrons. »

66 % CONTRE LA CENTRALE

Comme à Port-La-Nouvelle et à l'inverse de ce qui s'était passé à Flamanville, les habitants de Montjean (Maine-et-Loire) se sont massivement prononcés (66,48 %) contre l'implantation d'une centrale nucléaire sur le territoire de leur commune. Ce résultat est une victoire pour le Comité local contre les risques nucléaires et pour la section socialiste, qui avaient mobilisé la population contre l'implantation de la centrale. Jacques Chapeau, secrétaire de la section locale du P.s., s'est félicité du taux de 73 % de participation à cette consultation et a constaté : « C'est une forme de démocratie directe intéressante et la campagne du maire U.d.r. de Montjean, prêchant l'abstention depuis un mois, n'a pas été payante. Ceux qui sont contre l'implantation ont su se mettre d'accord pour inviter la population à voter ». Favorable à la centrale, le maire U.d.r. Jean Terrien avait dû accepter malgré lui cette consultation et se voit donc doublement désavoué. Voilà qui ne lui facilitera pas la tâche lors des prochaines cantonales, face à un P.s. qui sort renforcé de cette épreuve.

LE 4 NOVEMBRE POUR LE CHILI

Le Parti socialiste organise avec le Parti socialiste chilien un grand meeting unitaire de solidarité avec le peuple chilien en lutte, mardi prochain à 20 h 30, à la Mutualité.

Carlos Altamirano, secrétaire général du Parti socialiste chilien, et Lionel Jospin, secrétaire national du Parti socialiste, seront les orateurs.

L'ensemble des organisations de la gauche chilienne (Parti communiste, Parti radical, Gauche chrétienne, Mapu, Mapu-Oc, Mir) donnent leur appui à ce meeting ainsi que, du côté français, parmi l'ensemble des organisations du Collectif Solidarité-Chili contactées, la C.f.d.t., la Fen, le Mouvement des radicaux de gauche, le P.s.u. et Jeune République.

Marquer le 5e anniversaire de l'investiture de Salvador Allende comme président du Chili, c'est faire un acte militant de solidarité avec la résistance à la junte fasciste. A un moment où 5 000 ouvriers du bâtiment se réunissent à Santiago pour manifester leurs revendications et où la junte menace d'une parodie de procès des dirigeants de l'Unité populaire (Luis Corvalan, Pedro Vuskovic, Anibal Palma, Andrès Sepulveda...), il importe de démontrer que le peuple français est aux côtés du peuple chilien.

LA MORT D'ALBERTO CORVALAN

Le Parti socialiste a appris avec tristesse et indignation la mort d'Alberto Corvalan, fils de Luis Corvalan, secrétaire général du Parti communiste chilien. Exilé depuis peu en Europe, Alberto n'avait pu se rétablir des tortures morales et physiques subies dans les prisons de la junte fasciste au Chili. Dans un télégramme adressé à ses proches, le P.s. leur apporte son soutien fraternel dans l'épreuve qui les frappe et les assure de sa solidarité dans la lutte pour la libération du peuple chilien.

VOUS AVEZ BESOIN CHAQUE SEMAINE DE

l'unité

Pour être assuré de l'avoir régulièrement, abonnez-vous en profitant de notre offre exceptionnelle : en souscrivant un abonnement avant le 30 novembre vous bénéficierez d'une réduction de 10 F sur le tarif normal (l'abonnement à « l'Unité » est la seule chose qui baisse en France). En outre, vous recevrez en cadeau un livre original que nous avons choisi pour vous faire plaisir. (La même offre est valable pour un réabonnement arrivé à échéance, ou si, étant déjà abonné, vous voulez abonner l'un de vos amis.)

Il vous suffit de remplir le bulletin ci-dessous et de nous le retourner avec un chèque. N'attendez pas !

BULLETIN D'ABONNEMENT - CADEAU
A RETOURNER
41 BOULEVARD MAGENTA 75010 PARIS

Je soussigné .....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement-cadeau à l'UNITE :

— pour six mois (60 F au lieu de 70 F) ☐
— pour un an (110 F au lieu de 120 F) ☐

et vous adresse la somme correspondante par chèque bancaire ☐
par chèque postal ou virement au CCP l'UNITE 3034980 La Source ☐

Date Signature

Aux confins de Cannes, sur la route de Grasse, une belle maison basse, plutôt style Ile-de-France que provençal. Contrairement aux autres villas plus ou moins cossues qui peuplent l'endroit, on n'a pas cherché la vue sur la mer : elle se ferme sur elle-même autour de sa cour-jardin soigneusement entretenue. Le visiteur qui entre dans cette villa — ou bien est-ce un motel ? — ouvre un livre d'or dont le contenu est encore plus déroutant que le décor assez luxueux de cet étrange hôtel. « C'est déjà presque le paradis. Merci. Merci pour ce bel accueil ». Tout est parfait, ordre calme et beauté ». On oublie la tristesse. Hôtesses en uniforme qui parlent à mi-voix, musique douce, salons bourgeois, tapis, et c'est le choix entre le modèle le moins cher (690 F), « Sully », plus coûteux, ou « Montaigne » (5 444 F) modèle de grand luxe.

Le choix à faire, c'est celui d'un cercueil : nous sommes dans un hôtel pour défunts, autrement dit « athanée ». La société de pompes funèbres Roblot, qui en est le propriétaire, a fait éditer un dépliant sur papier glacé avec pour épigraphe cette phrase de Gladstone, « Illustre Premier ministre anglais libéral » (sic) : « Montrez-moi la façon dont une nation ou une société s'occupe de ses morts, et je vous dirai avec une raisonnable exactitude les sentiments délicats de son peuple et sa fidélité envers un idéal élevé ».

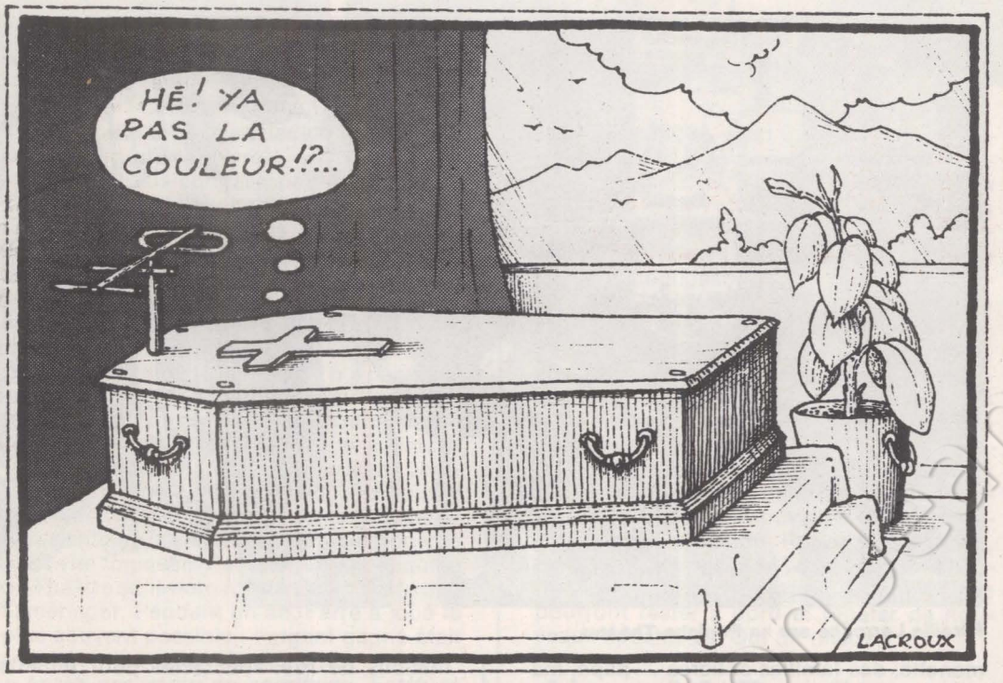
La première athanée a été ouverte en France en 1963, à Menton. Celle de Grasse fonctionne depuis 1968. Montpellier, Beaucaire, Tarascon, Carpentras, Monaco en sont déjà dotés. D'autres sont en cours de réalisation dans différentes villes du Midi. Le pays de Mireille se met à l'heure de la mort américaine. Là-bas, en effet, ce genre d'institution existe dans tous les centres urbains : « La Maison des morts permet d'offrir aux défunts un dernier séjour entouré de soins discrets et respectueux, et, à leurs proches, l'ambiance apaisante et confortable d'un domicile où tout serait adapté aux circonstances de la grande séparation... La famille éprouvée est déchargée, pour une large part, de certaines incommodités matérielles et morales qui lui sont si pénibles, dans son chagrin... ».

Scène et coulisses

Jamais, en effet, dans l'athanée de Cannes, les vivants ne rencontreront la mort. Au pire, ils rencontreront un mort bien propre, qui ne fait pas peur, allongé dans un cercueil ouvert au milieu d'un salon bleu ou beige, aux rideaux tirés, tellement banal qu'il aurait pu être le sien. L'athanée est strictement divisée en deux parties comme, au théâtre, la scène et les coulisses. Dans les coulisses, adieu « luxe et beauté », tout est fonctionnel : le carrelage, les ascenseurs — plus

HOTEL DU MORT

Pompes funèbres



lents que de coutume, peut-être parce qu'il ne faut pas bousculer les morts — la morgue avec ses cases réfrigérées, ses tables de faïence sur lesquelles officient les thanatopracteurs. Si la mode n'est pas à l'embaumement, on donne quand même quelques « soins de conservation » au cadavre, grâce à des injections à base de formol. Il faut en faire une dépouille présentable, qui pourra être exposée au yeux de tous les amis et connaissances quatre jours s'il le faut dans ce salon, juste au-dessus. Sous la lumière douce des lampes coiffées d'abat-jour, entre deux rafraîchissements (gratuits) et trois paroles de circonstance, on peut recevoir comme chez soi, entre 7 h 30 et 18 h 30.
C'est la mort signée « Roblot S.a. », telle qu'on la voit sur la côte d'Azur. Les employés de l'athanée — ils sont au nombre de 50 — se défendent de farder les morts, sauf si les familles le leur demandent. Et c'est rare, rarissime même. On citait, cette année, le cas d'une jeune Suédoise, tuée dans un accident de voiture et dont le mari demanda qu'elle lui soit rendue telle qu'elle était vivante. Pour ce faire, il apporta aux hommes de l'art la trousse de maquillage de la défunte, une robe somptueuse et ses bijoux.

Monopole

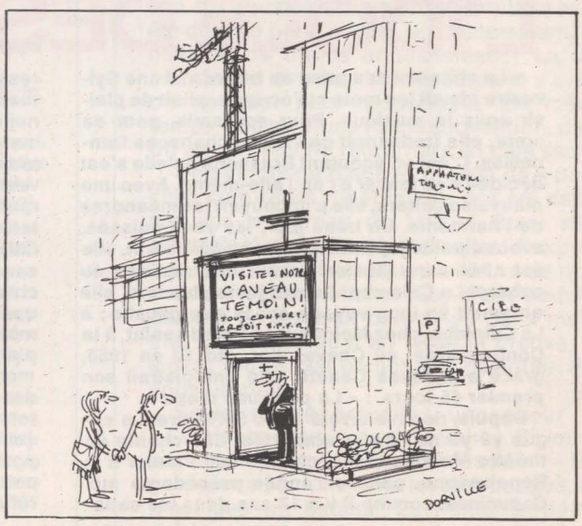
Cette institution de l'athanée connaît, sur la Côte, un succès grandissant : environ 65 à 70 % des familles demandent que le corps de leur défunt y soit transféré. Pour quelques irréductibles amateurs de la mort d'antan, « dans les cas où les soins de conservation ne sont pas pratiqués, le séjour des corps est prévu en case réfrigérée et, en dehors de courtes visites de reconnaissance, leur présentation dans les locaux techniques n'est permise que quelques minutes avant les obsèques ». Et pour ceux qui, à Cannes, ne voudraient pas passer par l'athanée ? Mais bien sûr, ils sont libres, affirment les services municipaux et Roblot S.a. Libres, mais obligés de passer par la chambre funéraire. Ainsi en a décidé la municipalité. La chambre funéraire comprenant une case réfrigérée est située dans les sous-sols de l'établissement. Le transport à la chambre funéraire se fait en ambulance. Imaginerait-on un corbillard sur la Croisette ? Roblot a obtenu de la municipalité cannoise le monopole de la chambre funéraire avec pour obligation d'enterrer les indigents. Pour échapper à l'athanée ou à la chambre funéraire, une seule solution : mourir à son domicile, la mairie n'ayant pris d'arrêté d'obligation que pour les morts dans les lieux publics, cliniques et hôpitaux. Un enterrement moyen coûte 3 000 F ; L'athanée représente moins du tiers de ce prix, avec un forfait de 188 F pour trois jours de location du salon, l'ambulance 120 F, la chambre funéraire 54 F par jour. « C'est le cercueil qui reste le plus cher », dit un employé de Roblot.

Aussi, ces morts à domicile ou leurs familles seront bientôt convaincus que « les services rendus par le funerarium ou l'athanée, pour ce qui touche à la vie quotidienne du groupe familial et social atteint par un décès, contribuent à l'élévation du niveau de notre civilisation, au regard des problèmes posés par le mort à l'approche de l'an 2000 ». Et ils contribueront, comme les autres, à enrichir Roblot S.a., promoteur d'athanées.

EMMANUELE PLAS



L'athanée de Menton.



UN NOUVEAU CANAL : LA PENICHE

Théâtre

Au bar de la Maison du peuple d'Ecaussinnes, la « gueuse » coulait à flots, le disputant à cette autre bière, la « trappiste », que les Wallons appellent volontiers « notre champagne à nous ». C'était dimanche dernier, un peu avant minuit. Dans les coulisses de la salle de spectacle, les bouchons d'un champagne français, sans ostracisme, s'en donnaient à cœur joie. Un village belge, tout entier rassemblé, n'en finissait plus de fêter son enfant prodigue : le chanteur Julos Beaucarne. A la fin d'un récital de 34 chansons, Julos était frais comme un sou neuf, heureux de cette fraternité sans ombre, partagée à quelques pas de sa maison natale. Le bourgmestre en bafouillait d'émotion : « Dix ans déjà... » Oui, il y avait dix ans, jour pour jour, que Julos avait chanté pour la première fois devant les gens de son pays,au cinéma Le Royal. Ecaussinnes a désormais deux fiertés : être la plus ancienne des municipalités socialistes de Belgique, compter parmi les siens le plus célèbre des chanteurs belges depuis le silence volontaire de Jacques Brel...

Julos quitte souvent son plat pays. Mais il ne s'exile jamais tout à fait. Partout où il va, il s'arrange toujours pour s'installer dans un décor où on le croirait volontiers chez lui. Dernier exemple en date : à Paris, où il s'est précipité au lendemain d'Ecaussinnes, Julos « vous donne rendez-vous sur une péniche, sur le canal Saint-Martin ».

Depuis le 7 octobre dernier, le quai de Valmy s'est en effet embelli d'un rutilant bateau vert, blanc et noir : la « Péniche-Théâtre ». Ses animateurs, Jean-Paul Farré et Mireille Larroche, ont jeté l'ancre face à la rue du Terrage, dans ce coin où l'on se surprend encore à espérer rencontrer un personnage du film « Hôtel du Nord ». Cette apparition subite intrigue beaucoup : le dimanche, des familles entières — papa, maman, les enfants, et parfois grand-maman — escaladent les passerelles, demandent à visiter, posent de multiples questions. Pour ces promeneurs, c'est presque un conte de fée. Pour Farré et Larroche, c'est le résultat d'un long travail, c'est une victoire de la ténacité.



Mireille Larroche sur sa Péniche-Théâtre.

Depuis quatre ans, Mireille Larroche dirigeait le Théâtre sans nom. Une de ces nombreuses jeunes troupes qui attendent encore leur premier centime de subvention. Une équipe sans port d'attache qui vivait essentiellement en tournée. On a vu le Théâtre sans nom chaque été sur les routes et dans les villages du Midi de la France : animations de rue, spectacles pour enfants, pièces médiévales proches de la commedia dell'arte. Mais, sans argent ni lieu, l'équipe était sans avenir. Pour vivre, Mireille Larroche était obligée de louer ses services auprès d'Ariane Mnouchkine, de José Valverde ou de Mehmet Ulusoy, qui ne sont pourtant pas des « nantis ». Jean-Paul Farré, adepte du « one man show », comédien passionné par la prestation en solitaire, se trouvait dans la même impasse : pas de lieu pour répéter ses spectacles, la loterie des salles privées pour les présenter. De guerre lasse, Larroche et Farré ont décidé de risquer ensemble un grand coup : mettant en commun leur pauvreté et leur bonne volonté, s'associant

Chanson

L'IDOLE DES MATERNELLES

« La chanson m'a prise en traître ». Anne Sylvestre aimait les mots et l'écriture, pliait de plaisir sous la musique. Pour ses amis, pour sa sœur, elle fredonnait de vieilles chansons françaises. C'est en écoutant Brassens qu'elle s'est décidée à se lancer à l'eau elle-même. Avec une mauvaise guitare, elle a découvert les méandres de l'harmonie. Un beau jour, les yeux baissés, avec sa petite jupe plissée et son pull marin, elle est allée sans illusion passer une audition au cabaret La Colombe. Quinze jours plus tard, elle entamait un long voyage sur la rive gauche : à La Colombe, chez Moineau, au Port du salut, à la Contrescarpe, au Cheval d'or, etc. Et en 1958, grâce à Jacques Canetti, elle enregistrait son premier 45 tours : « La porteuse d'eau ».

Depuis, rien n'a arrêté Anne Sylvestre. La vague yé-yé ne l'a pas emportée. Elle chante au théâtre Montparnasse, comme l'an dernier à la Renaissance, comme l'année précédente aux Capucines, comme il y a 17 ans dans les cabarets : son timbre a l'éclat de la jeunesse perpétuelle. Sa voix n'a pas une ride. Elle restera éternellement la fillette à qui l'on redemande « Aux marches du Palais ». Les enfants continueront toujours à lui écrire : « Chère petite Anne Sylvestre ». Et ce n'est pas là la moindre de ses réussites : au hit-parade des écoles maternelles et primaires, elle est la première ; garçons et filles se disputent ses « fabulettes », fredonnent ses « chansons pour... », s'arrachent ses « mercredisques » Pour être libre, pour sortir ses disques quand elle le veut, elle a créé sa propre maison : les Productions Anne Sylvestre. Tant pis pour Philips, qui n'a pas compris le phénomène : chaque année, après Noël, au moment des bilans, on s'aperçoit qu'Anne Sylvestre, au total, a vendu plus de disques que telle ou telle vedette avec un titre éphémère ; surtout, comme pour Brassens, on achète indifféremment son premier 30 cm ou son dernier 33 tours. Au total, refusant toute compromission, n'admettant pas de se laisser manger la laine sur le dos par les requins du « show biz », elle a gagné son pari difficile : travailler en toute indépendance ; sans qu'un quelconque directeur artistique vienne lui demander de « ne pas enregistrer ce texte » ou de trouver « un autre thème pour la pochette du disque ».

Bientôt dans la série des « Petits monuments de votre discothèque » un coffret Anne Sylvestre rejoindra sans doute les anthologies de Brel ou de Brassens. Ce sera une belle revanche sur les mauvais prophètes. Sur ceux qui lui ont refusé leurs ondes ou leurs salles, simplement parce qu'elle osait affirmer d'entrée : « Ce n'est pas moi qui vous vendrais/du troula troulalère », Sa tendresse et son talent passeront le cap des ans, hanteront les refrains des gosses et la mémoire des adultes. Car, demain, il faudra se souvenir qu'elle fut de ceux qui ne cessent de clamer l'espoir : « Quand à force de n'y pas croire/Notre







Jean-Paul Farré.

pour emprunter, ils ont décidé de se doter eux-mêmes d'un théâtre.

Tous les deux connaissaient les inconvénients des tournées traditionnelles : au fil des salles plus ou moins bien équipées techniquement, un spectacle se dégrade, perd ses qualités. L'idéal était donc d'avoir sa propre salle ambulante, comme le revendiquait déjà Gémier dans son projet de « Théâtre populaire itinérant ». Où trouver l'instrument miracle, quand on n'a pas d'argent ? Un chapiteau aurait pu être une bonne solution ; mais il faut une nombreuse main-d'œuvre pour le démonter et le remonter. Des camions aménagés auraient peut-être fait l'affaire ; mais quel monstre il aurait fallu faire circuler pour qu'il puisse accueillir une centaine de spectateurs ! La péniche s'est vite imposée. Pendant un an, l'équipe du Théâtre sans nom n'a rien fait d'autre que l'aménager. Pendant un an, Farré à joué le plus souvent possible : l'argent gagné était aussitôt investi dans la péniche.

Après ces mois de sacrifices, Farré et Larroche sont malgré tout endettés de quelques millions ; mais — victoire ! — la Péniche-Théâtre fonctionne. Avec sept personnes ; tout le monde y fait tout ; au fil de la journée, chacun y est successivement administrateur, balayeur, technicien, comédien, standardiste, etc. Ce n'est pas la Scala de Milan, mais l'essentiel a été atteint : ils ont inventé un instrument de travail parfaitement opérationnel et dont les avantages ne sont pas négligeables. Circulant sur les canaux et les fleuves la Péniche-Théâtre pourra, par ces voies, parcourir tout l'Hexagone : avec les beaux jours, vers mars 1976, elle abandonnera le quai de Valmy et prendra le fil de l'eau. Elle ira ainsi dans des banlieues comme Suresnes, Nanterre, Aubervilliers, Saint-Denis, Saint-Maur, Pontoise, etc. Elle s'aventurera dans des lieux ou des quartiers sans théâtre, sans vie culturelle : dans les villes nouvelles, dans les banlieues industrielles de Rouen et du Havre. On la verra sans doute l'été prochain à Avignon. Pendant les voyages, les comédiens pourront rester à bord et répéter de nouveaux spectacles. Qui dit mieux ?

Alors M. Guy?

Actuellement, la Péniche-Théâtre présente un spectacle pour enfants les mercredi et dimanche (à 15 h), « Un Farré peut en cacher un autre » chaque jour (à 20 h 30) et Jules Beaucarne en soirée (à 22 h 30). Farré fait un époustouflant numéro de comique musical. Sa folie incontrôlable est pour beaucoup dans le succès naissant de la Péniche ; après l'avoir vu, on glisse volontiers à ses amis : « Va donc faire un tour du côté du quai de Valmy... » Le public n'est d'ailleurs pas constitué en majorité par les fans habituels du théâtre parisien. Les gens du quartier viennent aussi. La curiosité joue beaucoup ; c'est un autre des atouts de la Péniche : par sa seule présence, elle constitue déjà un événement en soi. Pour son itinéraire futur, c'est une certitude : on viendra à elle comme on allait au chapiteau du cirque, quand il se montait sur la place du village.

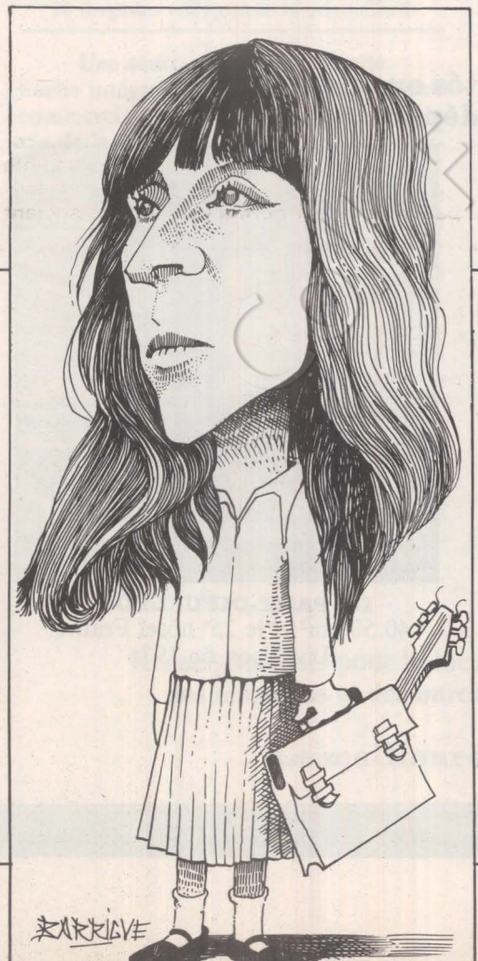
L'aventure s'annonce donc fort belle. En termes artistiques, c'est incontestable. D'un point de vue financier, c'est moins certain. D'abord, parce que le lieu n'est pas extensible à souhait : pour des raisons de sécurité évidentes, le lieu ne peut guère accueillir plus de 150 personnes à la fois ; ce qui n'entraînera jamais de grosses recettes. De plus, l'équipe s'adressant essentiellement à un public populaire, il n'est pas pensable de vendre les billets très cher. Or l'ordre de marche actuel de la Péniche est de 900 F par jour : il faut les faire rentrer en caisse ! Et même un peu plus, afin de rembourser les dettes contractées pour l'achat et l'équipement de l'outil. C'est que Farré et Larroche entendent bien grossir leur équipe pour développer leurs activités : aux spectacles, ils veulent ajouter des animations à terre, des parades, des spectacles nautiques et des expositions. Ils sont en droit d'attendre une aide de l'Etat. Après tout, leurs activités relèvent de l'animation culturelle considérée comme un service public. Malheureusement, dans ce pays, le ministre de la Culture a l'habitude de faire le sourd et l'aveugle devant des initiatives de ce genre...

Farré et Larroche ont déposé un dossier auprès du Fonds d'intervention culturelle : pour l'année 1976, ils souhaitent une subvention de 600 000 F qui couvrirait à la fois l'achat-aménagement de la Péniche-Théâtre et son fonctionnement sur une saison. Il y a quatre ans, un projet similaire avait été déposé par d'autres, qui réclamaient... 6 millions de francs annuellement ! La demande des directeurs de la Péniche s'avère on ne peut plus raisonnable. En même temps, elle est vitale : sans subvention, dans un an, la Péniche retournera en cale sèche.

Une vingtaine d'autres projets de « péniches culturelles itinérantes » ont été déposés sur le bureau de Michel Guy : elles pourraient devenir ici des salles d'expositions, là des bibliothèques, ailleurs de nouveaux théâtres. Michel Guy s'est souvent déclaré un partisan convaincu de la mobilité. On attend qu'il en fasse la preuve, en aidant toutes ces péniches à naviguer. Rêvons un peu...

Seule réalité actuelle : une soeur de « l'Atalante » sur le quai de Valmy. Si vous y passez et qu'un ami vous dit soudain : « Regarde, une péniche », ne le rabrouez pas. Ce n'est pas un bateau. La Péniche-Théâtre existe.

JEAN-PAUL LIEGEOIS



monde éclatera.../Le jour où ça craquera/Je veux être dans tes bras. »

J.-P. L.

Discographie : 1) Treize 33 tours : Mon mari est parti (Philips 844 851). Vous aviez ma belle (Philips 844 845). T'en souviens-tu, la Seine (Philips 844 852). Lazare et Cécile (Philips 844 850). Berceuse pour moi (Philips 844 853). Disque d'or (Philips 6311 107). Les plus belles chansons (Philips 6680 255). Aveu (Meys 528 206). Mousse (Meys 30 001). D'puis l'temps que j'l'attends (Meys 30 002). Abel Caïn, mon fils (Meys 30 004). Les pierres dans mon jardin (Sylvestre 558 001). Une sorcière comme les autres (Sylvestre 558 056).

2) Douze disques pour enfants : Fabulettes (Philips E 1 E 9183 et 62 74 042). Fabulettes (Meys 528 301). Fabulettes 1 (Meys 128 501). Fabulettes 2 (Meys 128 502). Fabulettes 3 (Meys 128 503). Chansons pour (« Atelier 31 » 31 450 01). Mercredisques (Sylvestre 778 001 à 4). ABC Disque (Sylvestre 778 031).

SCC

Déjà leader dans les centres commerciaux régionaux...

La Société des Centres Commerciaux a déjà construit ou réalise actuellement 8 centres commerciaux :



1969 PARLY 2
Surface commerciale GLA : 55.000 m²
107 magasins - Le Printemps et le B.H.V. Prisunic et Suma



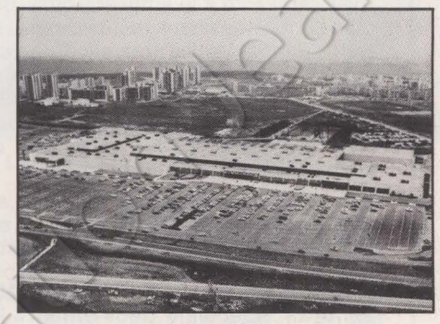
1972 VELIZY 2
Surface commerciale GLA : 75.000 m²
145 magasins - Le Printemps et La Samaritaine. Prisunic, Suma et C & A



1973 ROSNY 2
Surface commerciale GLA : 83.000 m²
166 magasins - La Samaritaine et B.H.V. La Redoute, C & A, Casino et Prisunic



1973 GRIGNY 2
Surface commerciale GLA : 12.000 m²
26 magasins - Hypermarché Goulet Turpin



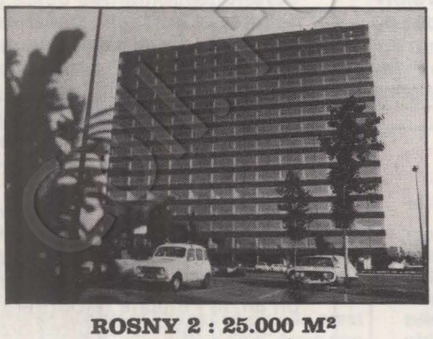
1973 ULIS 2
Surface commerciale GLA : 42.235 m²
65 magasins - Carrefour

ROUEN SAINT-SEVER
Surface commerciale GLA : 44.000 m2

BOISSY 2 RER
Surface commerciale GLA : 23.000 m2

Egalement en cours d'étude

En pleine expansion, elle diversifie ses activités en construisant également des bureaux, hôtels et dépôts :

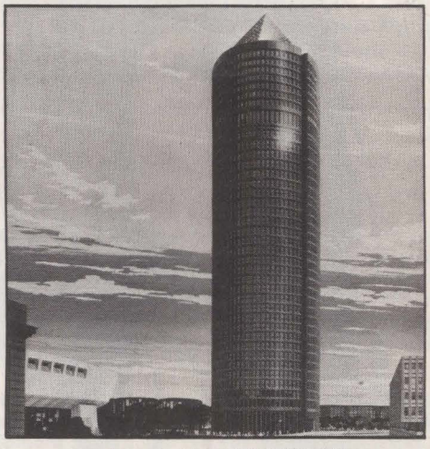


ROSNY 2 : 25.000 M²
En cours de livraison



EVRY 2 : 12.000 M²
En cours de livraison

Egalement construction de 10.000 m² de bureaux et d'un hôtel à Rouen Saint-Sever, livrables début 1978



LA PART-DIEU (LYON) :
40.500 m² et le 25e hôtel Frantel
Livraison fin 1976

la S.C.C. construit maintenant les grands centres commerciaux urbains

En 1969, la Société des Centres Commerciaux créait à Parly 2 le premier centre commercial en France. En 1973, elle inaugurait Rosny 2 (83.000 m2) : sa cinquième réalisation en région parisienne. Tout en continuant cette expérience extra-muros, elle estimait alors que la conception des centres commerciaux devait évoluer pour s'adapter étroitement à d'autres problèmes actuels: ceux de l'urbanisme et de l'environnement. C'est ainsi qu'aujourd'hui, la S.C.C. construit des centres commerciaux à vocation régionale au cœur même des villes nouvelles et des programmes de rénovation urbaine.



1974 BOBIGNY 2
Surface commerciale GLA : 25.600 m²
56 magasins - Hypermarché Mammouth

Une source de vie pour la cité

Partie intégrante du centre-ville, le centre commercial participe en permanence à la vie de la communauté urbaine, bien au-delà de son activité proprement commerciale. Ainsi, traversé par deux rues, le centre commercial d'Evry ouvre-t-il directement sur l'agora, place vitale de la Ville Nouvelle, rassemblant la synthèse active de toute la vie culturelle et collective des habitants de l'Essonne. Accessible et vivant jour et nuit, Evry 2 Centre en est le prolongement, la grand-rue et le principal pôle d'attraction.

Dans le cadre de la restructuration du centre-ville, Bobigny 2 est également au cœur d'un important complexe regroupant la Préfecture, l'Hôtel de Ville et les principaux services administratifs départementaux.

Et à Lyon, le programme de rénovation urbaine de la Part-Dieu s'organise autour du centre commercial qui réunit sur 110.000 m2 (surface encore jamais atteinte) l'éventail le plus extraordinaire de commerces, de loisirs, de services.

L'équation idéale : emploi + habitat + commerces + loisirs

Cette intégration directe permet une meilleure utilisation des équipements communs (transports, parkings) et une parfaite adéquation avec les zones d'activités tertiaires. Chaque activité renvoie sur les autres ses propres visiteurs et l'ensemble vit ainsi 24 heures sur 24.

Par ailleurs, l'implantation d'un centre commercial crée un grand nombre d'emplois, en particulier pour un personnel féminin à mi-temps.

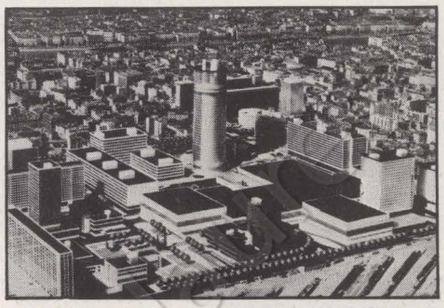
A cet égard, la S.C.C. intervient directement, avec l'aide de l'Agence Nationale pour l'Emploi, en communiquant aux commerçants du centre le potentiel de main-d'œuvre disponible à moins d'un quart d'heure ou d'une demi-heure de transports.



1975 EVRY 2 CENTRE
Surface commerciale GLA : 71.000 m²
140 magasins - Nouvelles Galeries, Euromarché et Primevère

Une opportunité pour les détaillants de toutes dimensions

Pour la S.C.C. il n'y a pas de "grand" ou de "petit" commerce. Tous les centres sont conçus, réalisés, vécus avec les commerçants locaux. La politique adoptée par la S.C.C. associe étroitement le promoteur au commerçant, quelle que soit sa taille. Son système de location repose sur deux principes importants : **la suppression du pas-de-porte** - ce qui favorise les petits détaillants - et **le loyer proportionnel au chiffre d'affaires** - ce qui représente une garantie pour le commerçant, puisque le promoteur devient ainsi son associé.



1975 LA PART-DIEU A LYON
Surface commerciale GLA : 110.000 m²
250 magasins - Galeries Lafayette et le Grand Passage, Uniprix, C & A et Marks & Spencer

La S.C.C. : une assistance technique permanente

La S.C.C. ne se contente pas de louer un magasin aux commerçants. Elle met à leur disposition un certain nombre de services et avec eux elle suit leurs problèmes. Elle est aussi particulièrement vigilante dans les deux lignes de force qui font le succès de ses centres : **l'animation et la gestion.** Le service de gestion est pour chaque commerçant un conseil permanent et gratuit. Ce service peut orienter leurs assortiments, moduler investissements et aménagements et même assurer la formation permanente du personnel.

Le but constant de la S.C.C. est de contribuer au maximum à l'adaptation la plus complète possible des commerçants indépendants au commerce moderne. Son action et son travail sont uniques au monde. Car, même aux Etats-Unis aucune organisation n'apporte une prestation aussi complète que la S.C.C., leader depuis dix ans de ce type de commerce en France.

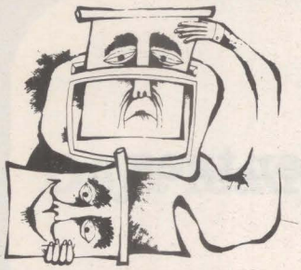
Renseignements pour la location des magasins et des bureaux :

SCC

Société des Centres Commerciaux
22, place Vendôme 75001 Paris Tél. 260.32.56

La meilleure image du commerce régional et urbain

Au risque de vous plaire



Télévision

VENDREDI 31 OCTOBRE

Au magazine Vendredi : « Les eaux que vous buvez » (20 h 30, F.r.3).

Edward G. Robinson impérial, si l'on ose dire, dans « Little Caesar » de Mervin Le Roy (22 h 35, A 2).

SAMEDI 1er NOVEMBRE

En retransmission du café-théâtre Le Fanal : « Monsieur Barnett » de Jean Anouilh (20 h 30, F.r.3).

La reprise d'une excellente émission de Santelli : « La mort » (21 h 30, F.r.3).

DIMANCHE 2

Un reportage impressionniste de Serge Moati sur un fameux festival de théâtre : « Nancy 1975 » (20 h 30, F.r.3).

En réédition, le 2ème épisode du « Vidocq » de Bluwal (21 h 40, A2).

« La leçon de musique » : la première d'une série d'émissions ambitieuse, une initiation collective menée par le violoncelliste Paul Tortelier (21 h 50, T.f.1).

Un reportage de Dumayet-Barrère : « Il sera une fois l'Aquitaine » (22 h 35, A2).

LUNDI 3

En pleine actualité : « La maison des otages », un film de William Wyler un peu théâtral, mais efficace — avec Bogart dans un rôle antipathique (20 h 30, T.f.1).

Alain Decaux raconte : Boris Goudounov (20 h 30, A2).

« Une télévision centrale pour citoyens modèles » : aperçus sur la télévision soviétique (22 h, T.f.1).

Le premier d'une série d'entretiens avec Habib Bourguiba (22 h 35, France-Culture).

MARDI 4

Sur la déstalinisation en Pologne, une fiction de Janusz Morgenstern, « La vie recommence » — le film sera suivi d'un débat avec Jean Ellenstein, Dominique Desanti, François Fejtö, K.S. Karol, Georges Castellan (20 h 30, A2).

Au magazine De vive voix : les patrons 1975 (22 h 20, T.f.1).

MERCREDI 5

Un ancêtre des films-catastrophe : « San-Francisco », dirigé par le grand Van Dyke et mené par Clark Gable (20 h 30, F.r.3).

« Les handicapés dans la société » au magazine C'est-à-dire (21 h 30, A2 — ou juste après la retransmission du match Glasgow-Saint-Etienne de football).

Jean Lecanuet à l'émission Interrogations (22 h 10, T.f.1).

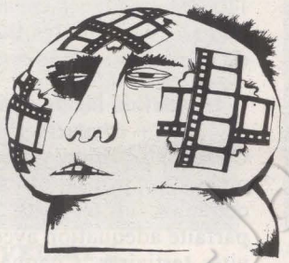
JEUDI 6

Retour d'un feuilleton à succès : « Les Incorruptibles » (15 h 30, A2).

Très attendue, l'émission de Roger Garaudy « La création féminine », tirée par lui de son livre sur Ludmilla Tchérina (20 h 30, A2).

Racine chez les homosexuels : « Un dimanche comme les autres », un film de John Schlesinger (20 h 30, F.r.3).

Trois points chauds (Liban, Portugal, Angola) au magazine de reportages Satellite (21 h 20, T.f.1).



Cinéma

*** Miklos Jancso : Pour Electre.**

La tragédie antique « recréée » dans l'immense plaine hongroise. Une admirable composition plastique, mais aussi l'occasion d'un bouleversant plaidoyer politique.

*** Saul Bass : Phase IV.**

Les fourmis à la conquête de la Terre. Saul Bass, ancien publicitaire et graphiste, a réalisé ce film-catastrophe en architecte et a réussi à rendre sa fable inquiétante.

*** Jérôme Laperrousaz : Hu-Man.**

Un homme s'embarque pour le futur grâce à l'énergie émotionnelle. Avec emphase et des images somptueuses, Laperrousaz fait prendre à son héros et à ses spectateurs un bain d'eau, de feu, d'air et de terre des plus touristiques.

*** Don Chaffey : Charlie le Borgne.**

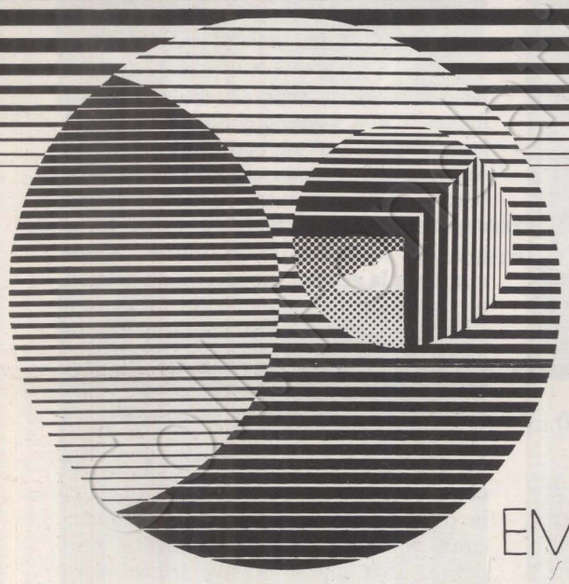
Un déserteur noir et un Indien se martyrisent avant de tomber sur un chasseur de primes. Une curieuse parabole sur le racisme.

*** Jacques Deray : Flic story.**

L'adaptation du best-seller de Roger Borniche, le « bon flic aux mains nues et au cœur gros comme ça. » Deray s'est attaché à être fidèle et anti-spectaculaire. Ses dialogues sont à mourir de rire, mais Trintignant sauve le film par une prestation tout à fait remarquable.

*** Bob Clark : Le mort-vivant.**

Un très insolite film d'épouvante, même si la réalisation n'est pas toujours à la hauteur du scénario : un G.i. revient du Vietnam mais c'est, à la lettre, un zombie. La vengeance à la Dracula qu'il va exercer dans sa bourgade de la province nixonienne est, évidemment, fort allégorique.



EMPRUNT **acier**

taux nominal : **10,80 %**

taux de rendement actuariel brut : **10,76 %**

GIS GROUPEMENT DE L'INDUSTRIE SIDERURGIQUE

VISA COB N° 75.144 DU 14 OCTOBRE 1975 B.A.L.O. DU 27 OCTOBRE 1975



Cinéma allemand

KASPAR CHEZ LES LOUPS

Celui qui sera peut-être l'acteur le plus remarquable de l'année 1975 n'a pour nom qu'une initiale: Bruno S. Ce n'est pas un professionnel— comment aurait-il eu le temps, ballotté qu'il est depuis l'âge de 3 ans entre l'asile d'aliénés et la prison? Et, pourtant, c'est cet «arriéré» qui donne une dimension bouleversante au nouveau film de Werner Herzog, « L'énigme de Kaspar Hauser ». C'est-à-dire à l'histoire fameuse du «calme orphelin» surgi un matin dans la ville de Nuremberg, presque adulte et pourtant moins éduqué qu'un nourrisson. Ce n'est pas pourtant à l'énigme historique que s'est intéressé le jeune cinéaste allemand. Mais à cet être brut, littéralement «intact», affrontant une société qui le déclare anormal parce qu'il refuse les idées reçues que lui inculquent tour à tour gendarmes, prêtres et logiciens. Et qui vite l'autopsiera pour s'efforcer de découvrir une difformité qui explique tout et rassure. Moins grandiose qu'« Aguirre », mais aussi beau, aussi troublant, « Kaspar Hauser », selon Herzog, «traite du conditionnement d'un être humain. De notre conditionnement». Il n'était donc pas inutile pour «l'Unité» de demander à son auteur de s'en expliquer.

S.R.

L'UNITE : Qu'est-ce que « L'énigme de Kaspar Hauser » ? Un conte voltairien ?

WERNER HERZOG : « Kaspar Hauser » symbolise l'impossibilité de vivre avec son temps. C'est, quelque part, un peu de nous-mêmes. Ce n'est pas, comme certains l'ont dit, une allégorie sur le thème du bon sauvage : un sauvage aurait une vie articulée ; Kaspar n'a rien. Il est comme quelqu'un qui tomberait d'une autre planète, sans civilisation, sans éducation. Pour moi, c'est un film sur la Passion ; il y a, très précisément, les douze étapes du calvaire. Aujourd'hui, il serait poursuivi par la presse comme Soljenitsyne. Le film se déroule en Allemagne sous la Restauration, dans une société bourgeoise qui refuse de voir ses propres difformités. De nos jours les gens se comporteraient de la même manière, comme des loups. Kaspar a une conception libre, simple, pure de la vie qui ne convient pas à une société déshumanisée. Les éducateurs, par exemple,sont comme des cuisiniers qui voudraient couper la salade en petits carrés, à l'image du professeur de logique. Kaspar ne convient pas à ce genre de cuisine. Les seuls qui perçoivent la dignité de Kaspar sont les enfants, car eux sont des idéalistes. Mes films reflètent peut-être la fin de mes rêves d'enfant. Ils correspondent à un rêve enfantin de l'humanité.

— Est-ce pour cela que le rêve a tant d'importance dans vos films ?

— Mes films naissent des fascinations profondes que je ressens. Je veux montrer aux autres ce que je vois dans mon inconscient. Comme pour me délivrer d'un cauchemar que j'aurais fait plusieurs nuits. Je veux montrer comment la nature devient folle, démente. Je ne veux plus de ces images usées, des images perdues que l'on trouve en feuilletant les publicités des magazines, les cartes postales, les dépliants d'agences de voyages, les affiches de Paname ou du Grand Canyon. J'essaie d'en appeler à l'intelligence instinctive du public au lieu d'exploiter sa stupidité.

— Pourquoi les paysages ont-ils tant d'importance ?

— Ils sont primordiaux. Mes films naissent de paysages, de lieux imaginaires, comme les films de Bergman naissent de visages. J'écris mes scripts en décrivant une nature de rêve. Mais je sais que, quelque part, il doit y avoir un paysage tel que je l'ai imaginé. C'est toujours vrai. D'autant qu'un paysage peut toujours être bouleversé. La réalité est toujours stylisée au cinéma. Je déteste le cinéma vérité. On peut modeler un paysage. Moi, j'aime diriger les hommes, les animaux, et aussi les paysages. Les gens vont croire que c'est une plaisanterie. Mais, je vous assure, je peux le faire.

— C'est l'unique raison pour laquelle vous voulez être « le fossoyeur du cinéma vérité » ?

— Fossoyeur, non. Je n'aime pas être fossoyeur. Mais c'est vrai, le cinéma vérité doit mourir. Le cinéma doit aller plus loin que le cinéma vérité parce que le cinéma vérité n'effleure que la surface de la vérité ; il ne l'atteindra jamais. Et l'homme ? J'essaie de montrer l'intérieur de la condition humaine. Mais je ne pense pas en termes d'abstraction. Quand on veut bien connaître une ville, on va dans ses faubourgs pour voir la ville de l'extérieur. Je vois les choses en termes de mouvements, de gens, de scènes. Tous mes films s'interrogent sur l'homme. Sur les sourds aveugles de « Pays du silence et des ténèbres », qui sont exclus de la société. Sur les nains de « Les nains aussi ont commencé petits »...

— Pourquoi ne dépeignez-vous que des êtres mutilés, nains, sourds aveugles, enfant sauvage ?

— Il y a un nain en chacun de nous. Je ne pense pas en termes de parabole, mais je sais que, pour ces gens, être aveugle, nain, défavorisé, c'est leur force, leur dignité.

— Ils sont tous révoltés, mais leur sort semble sans issue...

— Oui. Je trouve ce désespoir dans tous mes films. Je ne cherche pas à faire des films désespérés, mais, à l'arrivée, c'est ainsi. Mes héros sont tous des gens exclus de la vie heureuse. Ce sont des gens de la nuit. Mais ils parviennent à percer la force de silence et d'obscurité qui les entoure.

— « Aguirre » portait un sous-tire : « la colère de Dieu ». Le titre allemande de « L'Enigme de Kaspar Hauser » est « Chacun pour soi et Dieu contre tous ». Cette permanence de Dieu n'est sûrement pas due au hasard...

— Les questions religieuses sont très importantes dans ma vie. Je n'ai pas été baptisé. Je me suis converti au catholicisme à 14 ans. Mon père, qui est un athée militant, m'a presque tué ce jour-là. Le plus grand combat de ma vie a été celui que j'ai mené avec mon père sur le spirituel. Aujourd'hui, je ne suis plus catholique. Mais le religieux a pour moi une grande importance.

— Il y a une identification assez forte entre Bruno S. et le personnage de Kaspar qu'il interprète...

— En effet. Bruno a passé plus de vingt ans de sa vie dans des asiles d'aliénés, des prisons, des maisons de redressement. Il porte en lui toute la solitude, le désespoir qu'un être humain peut porter en lui-même. Il a beaucoup souffert dans sa dignité. Il s'est immédiatement retrouvé dans le personnage, jusqu'à prononcer des phrases de dialogue que j'ai gardées.

Lorsque j'ai annoncé à mon équipe que Bruno jouerait le rôle de Kaspar, elle s'est récriée : il est trop schizophrène ! C'est vrai. Pendant des heures, on ne peut pas parler avec lui. Il n'écoute pas. Il pense que le monde est rempli de loups et de meurtriers. Il vit comme un clochard, chante des chansons dans les cours. Après le film, il s'est un peu préoccupé de son existence. Il avait une pièce remplie de débris, de vieilleries trouvés dans les poubelles : il s'est agrandi en achetant deux pièces de plus. Il s'est acheté aussi un piano... Je referai un jour un film avec lui.

PROPOS RECUEILLIS PAR
JEAN-LUC DOUIN

LA FRANCE DE TOUVIER

Ainsi l'ancien chef du 2e Bureau de la Milice à Lyon ne connaîtra-t-il jamais la Justice. La décision qu'a rendue lundi la Chambre d'accusation de Paris est pratiquement sans appel : Paul Touvier ne répondra sans doute jamais de l'accusation de « crimes contre l'humanité ». Paul Touvier, semble-t-il, n'a plus rien à craindre.

Des grands desseins de Georges Pompidou, il ne reste plus grand-chose aujourd'hui. Aucune grande réalisation, aucune grande idée ne retiendront demain l'attention des historiens du second président de la Ve République. Aucune, hormis celle-ci : la grâce de Touvier est d'abord l'œuvre de Pompidou et de lui seul. Piètre victoire.

Jamais, de 1958 à 1969, le général de Gaulle n'avait accepté de grâcier l'ancien chef milicien. Jamais aucune organisation n'avait osé prendre publiquement la défense de Touvier. Seul Pompidou le fit. Mieux : lorsqu'il prit sa décision, le président de la République d'alors avait en sa possession, comme l'avait révélé à l'époque « l'Unité », quatre rapports émanant de tous les services de police concernés. Tous concluaient formellement au rejet de la grâce. Pompidou a passé outre. Peu importent, aujourd'hui, ses raisons avouables ou inavouables. Le résultat est là.

Les organisations de Résistance qui protestèrent, puis essayèrent de traîner Touvier devant les tribunaux, ont perdu, tout au moins la première manche. Touvier, désormais tranquille, jouissant de ses biens au soleil, c'est aussi le triomphe d'une certaine conception de l'Histoire. Celle de Pompidou, de Valéry Giscard d'Estaing et de Michel Poniatowski.

Pour eux, pour ces hommes qui injurient quotidiennement les communistes, tout doit concourir à effacer l'Histoire. Les tortionnaires et les fusillés, les miliciens et les déportés, tous se retrouvent placés sur le même rang. Il faut bien faire oublier que certains préférèrent alors « Hitler au Front populaire ». Effacée la Résistance, effacée la trahison. Il ne reste plus de cette période de l'Histoire de France que le triomphe de l'esprit « épicier ».

Ainsi Touvier ne connaîtra-t-il jamais la Justice. Ses victimes, elles, n'ont pas eu cette chance. Ceux qu'il a envoyés à la mort, ceux qu'il a volés, ceux qu'il a insultés, ceux que ses amis ont fait crever dans des baignoires, ne sont plus là pour témoigner. Mais le chef du 2e Bureau de la Milice de Lyon, lui, parle encore. Et beaucoup trop. Impossible même de porter à son crédit la pudeur.

Depuis deux semaines, Touvier a fait contacter tous les journaux parisiens. Et, mardi dernier, ses explications pleurnichardes se retrouvaient dans « France-Soir ». Mieux : Touvier devait passer à la télévision, le même soir, à Antenne 2. Le président de la Ligue des droits de l'Homme, Henri Noguères, contacté par les producteurs de l'émission, refusa de se prêter au moindre débat. En expliquant : « On a déjà trop vu Touvier sur les écrans de télévision et lu sa prose dans la presse ».



Trop est peu dire. Car non seulement Touvier se trouve des excuses, mais de plus il ment. Impossible, par exemple, de lui faire expliquer clairement les raisons qui ont poussé la haute hiérarchie de l'Eglise de France à le protéger si longtemps. Impossible aussi de lui faire préciser les circonstances exactes de certains de ses actes : Touvier a la mémoire sélective.

Simplement, il se trahit, de temps en temps. Par exemple, lors de sa rencontre avec le journaliste du « Monde », Maurice Denuzière. A propos de sept otages qu'il livra dans l'affaire de Rilleux, le 30 juin 1944, il explique : « ...J'ai discuté longuement et, finalement, j'ai obtenu que sept (otages) seulement soient livrés. Ma conscience me dit que j'ai sauvé, ce jour-là, vingt-trois personnes ». Admirable comptabilité ! Et Touvier de répondre à la question « Comment avez-vous désigné les sept ? » : « Eh bien ! avec mon adjoint, on a pris le fichier des prisonniers et on a choisi. On a pris les Juifs ». Tout simplement.

Par la grâce de Pompidou et de la Justice française, le milicien Paul Touvier va probablement pouvoir jouir d'une retraite tranquille. A sa façon, il est vrai, il avait bien mérité d'une « certaine France ».

NICOLAS BRIMO